



# LE DEVOIR

VOL. CII N° 272

LE MARDI 29 NOVEMBRE 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,24 \$

## Ottawa met le protocole de Kyoto derrière lui

L'accord est « chose du passé », estime le ministre Kent, sans nier que le Canada songe à s'en retirer

MARIE VASTEL

Ottawa — Au premier jour de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est mise en branle en Afrique du Sud hier, le gouvernement canadien n'a pas voulu nier qu'il songe à se retirer formellement du protocole de Kyoto. Tentant tant bien que mal d'éviter de le confirmer, le ministre de l'Environnement, Peter Kent, a néan-

moins plaidé le fait que Kyoto était « chose du passé » et qu'il fallait maintenant travailler sur un nouvel accord « post-Kyoto » incluant tous les pays émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Or, si le Canada prévoit réellement faire une croix sur Kyoto, il se doit de le faire dès maintenant, plutôt que de miner les pourparlers des prochaines semaines, ont rétorqué partis d'opposition et écologistes.

Questionnés à maintes reprises hier, par les jour-

nalistes et les partis d'opposition, les ministres conservateurs ont évité tout à tour de préciser le sort que réserve à Kyoto le gouvernement Harper. Cet accord n'inclut pas tous les grands émetteurs de GES et, par conséquent, ne fonctionnera pas, se sont-ils bornés à répondre sans relâche.

Le gouvernement s'était retrouvé sur la sellette hier, après que le réseau télévisé CTV eut rapporté qu'il se préparait à annoncer, à quelques jours de

Noël et quand le Parlement aura cessé de siéger, son retrait officiel du protocole signé en 1997.

VOIR PAGE A 8: KYOTO

À lire en page A 2

■ **Objectif: sortir de l'impasse des négociations sur le climat**



SHAUN CURRY REUTERS

Des éoliennes en mer du Nord. D'ici 2020, la Grande-Bretagne veut faire passer à 30 % la part des énergies renouvelables dans son bilan.

### LA GRANDE-BRETAGNE ET LE CLIMAT

## Le dossier climatique comme moteur économique

Alors que s'ouvre à Durban la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, où devrait se jouer l'avenir du protocole de Kyoto, *Le Devoir* a visité un pays qui a cessé de tergiverser: en Grande-Bretagne, la bataille pour sauver le climat est véritablement engagée depuis le milieu de la dernière décennie. Dernier d'une série de trois textes.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Pour un Nord-Américain, il est déroutant de voir un gouvernement conservateur comme celui du premier ministre britannique David Cameron maintenir le cap sur des objectifs de réduction de gaz à effet de serre aussi ambitieux que -34 % d'ici 2020 et de planifier dès maintenant l'atteinte de -80 % d'ici 2050.

Mais il est encore plus étonnant de découvrir l'inventivité et la cohérence dont ce gouvernement et ses prédécesseurs ont fait preuve pour transformer en actions une politique aussi ambitieuse en misant, troisième surprise, en grande partie sur les forces du marché.

« C'est Mme Thatcher qui a introduit les changements climatiques dans les préoccupations politiques de la Grande-Bretagne », raconte Jim Footner, de Greenpeace UK. C'était dans la logique fondamentalement conservatrice de conserver le patrimoine, l'héritage britannique traditionnel: le village, le pub, la communauté, la douce campagne, en somme l'éternelle rusticité de la vieille Angleterre, menacée par les folies du modernisme industriel. »

VOIR PAGE A 8: GRANDE-BRETAGNE

### CULTURE

## La culture se numérise; Québec devrait en tenir compte, estime le CALQ

■ À lire en page B 8

### L'ÉGYPTE AUX URNES



AMR ABDALLAH DALSH AGENCE FRANCE-PRESSE

Des femmes attendent de pouvoir voter à l'extérieur d'un bureau de scrutin du Caire. Les bureaux de vote ne sont pas mixtes en Égypte et c'est séparément que femmes et hommes se sont rendus aux urnes hier, pour la première journée de l'élection des représentants de l'Assemblée du peuple. Séparément, mais massivement.

## Les électeurs affluent au premier scrutin post-Moubarak

Les électeurs de 9 des 27 gouvernorats égyptiens, dont ceux du Caire et d'Alexandrie, ont afflué hier dans les bureaux de vote afin d'élire leurs représentants à la chambre basse du Parlement, l'Assemblée du peuple, en dépit de la poursuite du mouvement de contestation contre le régime militaire.

La première journée de vote a connu une participation plus importante que prévu, si bien que le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a fait le choix de prolonger de deux heures l'ouverture des bureaux de vote.

De longues files s'étaient formées dès les premières heures du matin notamment dans la capitale et dans la deuxième ville du pays, Alexandrie.

« Nous avons été surpris par le nombre d'électeurs qui ont participé, qui est plus important que prévu », a déclaré le chef de la Haute Commission électorale, le juge Abdel Moez Ibrahim, à l'occasion d'une conférence de presse au Caire. « Il n'y a pas eu de problème de sécurité jusqu'à présent, Dieu merci. C'était pourtant notre principale préoccupation », a-t-il ajouté.

### Un bulletin qui compte

Plusieurs électeurs des neuf gouvernorats appelés aux urnes se félicitaient de pouvoir déposer « un bulletin qui compte », après élections truquées sur élections truquées en faveur du Parti national dé-

mocratique (PND) d'Hosni Moubarak, qui a régulièrement été accusé de fraudes massives.

« Je vote pour l'avenir de l'Égypte. Ce sont les premières élections libres de mon pays », a lancé Youssef, un informaticien âgé de 25 ans, devant un bureau de vote à Alexandrie. « Pendant trente ans, nous sommes restés silencieux, maintenant c'est fini », a renchéri Samira, 65 ans, qui trouvait quant à elle dans le quartier cairote de Zamalek.

« Il n'y a pas eu de problème de sécurité jusqu'à présent, Dieu merci »

L'élection des 498 représentants de l'Assemblée du peuple, devrait s'achever le 11 janvier. Les résultats complets seront connus deux jours plus tard. L'élection de la chambre haute consultative du Parlement égyptien, la Choura, s'échelonne pour sa part du 29 janvier au 11 mars.

Le futur Parlement devra notamment mettre sur pied une commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Il s'agit d'une étape décisive dans la transition du pays vers la démocratie promise.

Une élection présidentielle suivra avant la fin juin 2012, après laquelle les militaires ont promis de rendre le pouvoir aux civils.

Le mouvement des Frères musulmans, la force politique la mieux structurée du pays et son

## Plan Nord: des Cris se tournent vers les tribunaux

L'entreprise UUCHII réclame une injonction pour freiner la route 167, le temps de clarifier la « paix des braves »

KATHLEEN LÉVESQUE

La route 167 doit être prolongée pour permettre l'exploitation minière dans le cadre du Plan Nord. Mais pour l'instant, c'est devant les tribunaux qu'elle mène: l'entreprise crie UUCHII a déposé hier une injonction pour faire reporter l'ouverture des soumissions d'ici à ce qu'elle obtienne d'une cour l'interprétation de l'entente de la « paix des braves ».

Selon le texte de l'injonction obtenu par *Le Devoir*, UUCHII soutient qu'en procédant par un appel d'offres public et en négociant en parallèle avec les différentes instances politiques de la nation crie, le gouvernement du Québec met en péril « la saine évolution de son Plan Nord ».

Ce qui a vraisemblablement mis le feu aux poudres est l'attitude du ministre délégué aux Transports, Norman MacMillan, à l'égard des représentants d'UUCHII lors d'une rencontre tenue le 1<sup>er</sup> novembre dernier. Comme l'indique l'injonction, le ministre a refusé de considérer la demande de l'entreprise crie de négocier de gré à gré le contrat de la route en s'appuyant sur la Convention de la baie James et du Nord québécois ainsi que sur l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (« paix des braves »).

De plus, M. MacMillan a indiqué que des négociations étaient déjà en cours avec le conseil de bande de Mistissini, la nation crie étant la seule habilitée à discuter avec le gouvernement du Québec, selon lui. UUCHII refuse l'interprétation voulant que tout contrat commercial soit assujéti à la volonté des politiciens.

« Le gouvernement s'est engagé à favoriser l'émergence d'une expertise crie sous toutes ses formes, et déconsidérer une nouvelle entreprise crie constitue un accroc irresponsable et irréfléchi à l'entente [« paix des braves »], affirme-t-on dans le texte d'injonction.

Le ministre MacMillan a aussi clairement signifié qu'il n'était pas question pour son ministère d'appliquer les règles d'octroi de contrats en vigueur chez Hydro-Québec qui donnent présence aux autochtones selon « un système de bumping ».

### Deux poids, deux mesures

« Se faire répondre que le gouvernement fait fi de cette pratique [...] permet de comprendre que ses lois sont en perspective d'une justice politique à deux poids deux mesures, ce qui est inadmissible dans un contexte de justice sociale et contraire à l'ordre public », souligne-t-on.

La requérante UUCHII mentionne également que Norman MacMillan a affirmé sa détermination à répondre favorablement au lobby des sociétés minières qui font pression pour que les travaux débutent le plus tôt possible.

Dès lors, les représentants de UUCHII se sont démenés pour défendre leur point de vue auprès de Richard Shecapio, chef du Conseil de bande de Mistissini d'où doit être prolongée la route 167. Ils ont également rencontré la semaine dernière un



Norman MacMillan

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées .....	A 7
Avis publics ..	B 4	Météo .....	B 6
Culture .....	B 8	Monde .....	A 5
Décès .....	B 5	Mots croisés ..	B 6
Économie .....	B 1	Sudoku .....	B 4
Éditorial .....	A 6	Télévision .....	B 7

VOIR PAGE A 8: ÉGYPTÉ

VOIR PAGE A 8: CRIS

## ACTUALITÉS

## Rapport du Conseil des ministres de l'Éducation Lecture et sciences, matières faibles des Québécois

Québec réplique avec une série de mesures pour les élèves du primaire

LISA-MARIE GERVAIS

Les Québécois de deuxième secondaire sont les meilleurs en mathématiques au pays, mais sont loin d'atteindre la moyenne canadienne en lecture et en sciences, selon un rapport du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC). Les résultats en lecture sont d'autant plus préoccupants qu'ils sont plus faibles qu'en 2007, lors du dernier rapport du CMEC sur le sujet. En revanche, l'Ontario (1re position) et l'Alberta (2e position) sont les deux seules provinces qui obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne canadienne en lecture.

«On a beau essayer de comprendre ce qui expliquerait un tel recul entre les résultats de 2007 et 2010, ça demeure assez étonnant, car il n'y a pas beaucoup de variables qui ont changé», a indiqué au *Devoir* la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Des différences dans l'examen soumis aux élèves, avancée-t-elle. «Ça ne nous empêche pas de dire qu'on peut essayer de faire mieux en lecture.»

### Nouvelles mesures

La ministre a répliqué hier en annonçant une série de mesures et d'investissements (allant jusqu'à deux millions, notamment en recherche). En plus d'un examen obligatoire de français-lecture en 4e année du primaire (qui s'ajoute à celui en écriture), les élèves du premier cycle (1re et 2e année) auront une liste de mots de vocabulaire à apprendre, et le programme de français au préscolaire et au primaire sera modifié.

Ces mesures donnent suite à des rencontres qu'elle a eues, notamment avec les représentants enseignants de la CSQ, qui avait sonné l'alarme en août dernier voyant que l'écart entre les résultats scolaires des garçons et des filles s'agrandissait dangereusement. La recherche a démontré clairement que les faiblesses en lecture sont souvent associées au décrochage.

La Fédération des syndicats

de l'enseignement (FSE-CSQ) accueille d'ailleurs favorablement ces changements, qu'elle souhaiterait voir rapidement réalisés. «Il ne suffisait pas d'insister sur le plaisir de la lecture, comme le fait le [ministère] pour améliorer la réussite scolaire, encore faut-il que les enfants soient capables de lire dès le premier cycle du primaire», a affirmé la présidente, Manon Bernard.

Heureuse de voir enfin apparaître la «liste de mots», la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) aurait néanmoins voulu qu'elle soit instaurée pour chaque année du primaire — et non par cycle —, afin d'éviter des problèmes si un enfant doit changer d'école pendant son parcours. La FAE attribue à la réforme la diminution des résultats notamment en lecture et en sciences.

### Les filles excellent

Réalisée au printemps 2010 auprès d'élèves de 2e secondaire, l'enquête du CMEC révèle que l'Alberta et l'Ontario sont les deux seules provinces à faire mieux que la moyenne canadienne en sciences. Le Québec fait piètre figure, arrivant en 9e position (devant le Manitoba et le Yukon) sur 11 au total (seuls les dix provinces et le territoire du Yukon font partie de l'étude). Le Conseil supérieur de l'éducation sera invité à analyser les résultats du rapport et à énoncer des recommandations, a annoncé la ministre Beauchamp.

Toujours en sciences, une surprise de taille: les filles dépassent significativement les garçons au classement. «Les filles ont toujours été plus performantes en lecture que les garçons et ça se manifeste encore. Mais c'est nouveau que ça se manifeste en sciences aussi», a dit Gilles Fournier, expert-conseil et corédacteur du rapport du CMEC.

En outre, près de 10 % des élèves canadiens sont sous le niveau de performance attendu dans diverses matières.

Le Devoir



Un délégué prenait part aux manifestations hier alors que débutait la conférence de l'ONU.

## Objectif: sortir de l'impasse des négociations sur le climat

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques a commencé ses travaux hier à Durban

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, dont la phase technique a débuté hier à Durban, fait face au défi, en apparence impossible, de faire passer de la parole aux gestes concrets les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre (GES), tous enlisés depuis des années dans des positions figées.

D'ici lundi prochain, date de l'ouverture de la phase des négociations politiques, les hauts fonctionnaires tenteront de réduire les textes qui seront soumis aux ministres en vue d'aller plus loin que l'Accord conclu à Cancun l'an dernier.

La conférence s'ouvre avec comme décor les blocages qui paralysent les acteurs, grands et petits, depuis les conférences de Nairobi et de Bali, il y a plusieurs années.

Au premier plan, les États-Unis qui semblent avoir oublié la menace que représentent les changements climatiques. Le président Obama, dont les convictions environnementales semblent se limiter à ses slogans électoraux, ne veut visiblement pas d'une épreuve de force avec les forces républicaines du Congrès — et même avec une partie de ses propres troupes — sur la question du climat, comme il en a connu avec le dossier de l'assurance maladie. Le Canada profite

de l'inertie étasunienne pour justifier une inaction sans équivalent parmi les signataires de Kyoto.

Les pays émergents, dont les niveaux d'émissions augmentent chaque année, refusent de s'engager dans des ententes légalement contraignantes tant que les pays occidentaux n'auront pas fait la preuve de leur volonté d'assumer leurs responsabilités historiques. Avec 25 % de la population mondiale, les Occidentaux ont rejeté 80 % des GES qui augmentent présentement la température moyenne de la Terre.

La Chine, désormais premier émetteur annuel de GES, n'est cependant responsable que de 8 % du problème historique. Dans les faits, elle fait plus d'effort pour décarboniser son économie que le Canada. Elle a déclassé les États-Unis en éolien et pour la sévérité de ses normes d'émission des voitures. Personne n'investit autant qu'elle dans la voiture électrique. Mais elle ne veut pas d'une entente contraignante pour n'être redevable à personne, quel que soit le domaine.

### Fonds verts

À Durban, explique Steven Guilbeault, du groupe Équiterre, la communauté internationale doit impérativement régler la question du Fonds vert promis à Cancun l'an dernier. Les pays développés, dit-il, doivent mettre sur la table les 30 milliards promis pour les trois prochaines années et surtout, assurer la «pré-

visibilité» de cet argent pour que les pays en développement commencent à planifier leur adaptation au réchauffement.

### Kyoto

Quant à l'avenir du protocole de Kyoto, il paraît incertain à plusieurs avec la volonté annoncée du Canada, de la Russie et du Japon de ne pas s'engager dans une deuxième phase de réduction à partir de 2013.

Selon Steven Guilbeault, on devra prolonger à tout le moins d'un an ou deux le protocole parce qu'il faudra au moins ce délai pour ratifier une deuxième phase, la condition essentielle pour que les pays en développement s'impliquent eux aussi. Plusieurs des pays qui se sont engagés à des réductions plus importantes d'ici 2020 dans l'Entente de Copenhague pourraient, à son avis, intégrer ces engagements dans la deuxième phase de Kyoto.

On parle beaucoup à Durban, ajoute Steven Guilbeault, de la possibilité que l'Europe annonce qu'elle haussera jusqu'à 30 %, la réduction de ses émissions d'ici 2020 par rapport à 1990. Mais tout prolongement, conclut le porte-parole d'Équiterre, aura pour effet de réduire la fenêtre d'intervention pour stabiliser la hausse du climat planétaire à 2 °C. L'ONU a récemment indiqué que les engagements de Kyoto et de Copenhague ne suffisent pas. Il reste entre 6 et 12 milliards de tonnes de GES excédentaires à répartir pour stabiliser les émissions à un niveau plus sécuritaire.

Selon Patrick Bonin, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), «Durban doit dénouer l'impasse pour définir au moins ce qui doit être fait pour mettre en place un processus qui engage tout le monde. Se séparer aujourd'hui les 6 à 12 milliards de tonnes de GES en trop est une trop grosse bouchée. Mais ce ne serait pas en mettant fin à Kyoto que les pays occidentaux démontreraient leur volonté d'œuvrer à la solution du problème que leur développement a engendré.»

Le Devoir

## Le NPD se trompe de cible dans ses publicités

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Cela s'appelle manquer la cible. Le NPD a dû faire réimprimer d'urgence une série de quatre publicités commandées pour dénoncer l'abolition du registre des armes à feu. Raison? Le fusil représenté sur la première version des panneaux n'est pas visé par le projet de loi.

Le NPD installera ces panneaux dans deux circonscriptions détenues par les conservateurs à Toronto, de même qu'à Montréal et Québec. Selon Chantal Vallerand, directrice nationale intérimaire du NPD, l'objectif est de «montrer les failles dangereuses du projet de loi C-19». Plus précisément, le fait que quatre armes semi-automatiques n'auront plus besoin d'être enregistrées par leur propriétaire.

Pour sa campagne — dévoilée hier dans le

*Globe and Mail* —, le NPD avait choisi de mettre à l'avant-plan le Ruger Mini 14, du nom de l'arme utilisée par Marc Lépine à la Polytechnique en 1989 et par Anders Breivik lors de la tuerie survenue en Norvège cet été. Le modèle Ranch Rifle de Lépine et Breivik fait partie de la liste de quatre armes dénoncées par le NPD.

Mais le parti s'est trompé et a choisi pour illustration le modèle Tactical Rifle de Ruger Mini 14... dont l'enregistrement demeurera obligatoire même après l'abolition du registre des armes à feu. Son canon plus court fait en sorte qu'il ne fait pas partie des armes à feu non restreintes comme le Ranch Rifle.

Pour éviter toute confusion, le NPD a finalement choisi le Steyr HS 50 pour illustration, un fusil «qui peut atteindre avec précision une cible située à deux kilomètres du tireur et passer à travers un véhicule blindé», selon la Coalition pour le contrôle des armes à feu.

«Nous ne voulions pas que le débat porte sur le choix du fusil, mais sur le fond du projet de loi», a justifié hier Chantal Vallerand. Selon celle-ci, la campagne vise aussi à «montrer que le NPD fait son travail d'opposition en dénonçant les actions du gouvernement conservateur».

### Recul dans les sondages

Les panneaux feront leur discrète apparition alors que plusieurs sondages indiquent un recul des appuis du NPD à travers le Canada. La semaine dernière, tant CROP que Léger Marketing enregistraient une baisse de six points pour le NPD au Québec. Hier, un sondage mené par Nanos montrait quant à lui que le NPD a perdu trois points dans les dernières semaines au pays, ce qui place le parti à égalité avec les libéraux de Bob Rae.

La campagne du NPD s'inscrit dans le courant des publicités négatives, utilisé fréquemment par les conservateurs contre les libéraux dans les dernières années. Le message accompagnant le fusil indique «aucune restriction: un cadeau de Stephen Harper. Est-ce pour ça que vous avez voté conservateur?».

Le Devoir

### Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Bijouterie  
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876



ROLEX

Spécialistes  
de la santé

Lipoderma  
CLINIQUE DU CORPS

MICRODERMABRASION

RETROUVEZ  
UN ÉCLAT  
DE JEUNESSE  
EN 1 HEUR

99 \$

POUR HOMME ET FEMME

McGill sortie Union  
Montréal centre-ville  
615, De Maisonneuve Ouest  
H3A 1L8

514 844-1007

www.lipoderma.ca

info@lipoderma.ca

facebook.com/Lipoderma

Botox  
Cosmétique

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec  
Raphaëlle Sirhan Daneau au 514 985-3502 ou rdaneau@ledevoir.com

## ACTUALITÉS



## Le prix de l'ADQ



MICHEL DAVID

La démission du député péquiste de Blainville, Daniel Rathé, en transit vers la Coalition avenir Québec (CAQ), a créé une certaine inquiétude à l'ADQ. Au train où vont les choses, François Legault n'aura plus besoin d'elle pour se doter d'une aile parlementaire à la reprise des travaux de l'Assemblée nationale en février.

À première vue, l'hémorragie qui se poursuit au PQ risque donc d'affaiblir le rapport de force de Gérard Deltell dans ses négociations en vue d'une éventuelle fusion avec la CAQ, qui sont dans une phase décisive.

En réalité, ce n'est peut-être pas une si mauvaise nouvelle pour M. Deltell. Chaque nouveau souverainiste qui se caquifie fait augmenter sa propre valeur. Le premier ministre Charrest, qui excelle dans l'art de définir ses adversaires, ne manque aucune occasion de présenter la CAQ comme une bande de crypto-souverainistes simplement un peu plus mous que les autres.

Même si les sondages sont presque aussi inquiétants pour le PLQ que pour le PQ, il est hautement improbable que des députés libéraux virent capot. À Québec, Jean Leclerc, qui a été brièvement ministre dans le cabinet de Daniel Johnson, semble tenté, mais la coalition de M. Legault apparaît quand même nettement moins multicolore que son logo.

De tous les adéquistes ou ex-adéquistes qui siègent actuellement à l'Assemblée nationale, M. Deltell est sans doute celui qui a affiché le plus ouvertement son attachement au Canada, y compris à son armée.

Le chef de l'ADQ a également été très clair: s'il devait y avoir un autre référendum sur la souveraineté, il voterait encore non. M. Legault s'est engagé à mettre la question nationale de côté pour au moins dix ans, mais il n'a jamais dit dans quel camp il se rangerait si un autre gouvernement que le sien — par exemple dirigé par Gilles Duceppe — décidait de tenir un référendum. Sur le bulletin référendaire, il n'y aura pas de case «on verra».



Le ralliement de M. Deltell ne mettrait pas seulement un peu de rouge dans l'arc-en-ciel caquiste. Les derniers sondages indiquent qu'une fusion pourrait également faire la différence entre un gouvernement majoritaire ou non. La question est de savoir quel prix M. Legault est disposé à payer.

Malgré les pressions dont il est l'objet de la part de ceux qui sont prêts à se jeter dans ses bras, peu importe les conditions, M. Deltell ne semble pas vouloir se satisfaire d'une formule comme celle qui a été évoquée: «le privé au service du public en santé».

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, avait raison de dire qu'il s'agirait d'un reniement complet du credo adéquiste en matière de santé. Il y a déjà des cliniques privées où il suffit de présenter sa carte d'assurance-maladie. Ce que l'ADQ réclame depuis le début, c'est la mixité de la pratique médicale qui permettrait de payer de sa poche pour obtenir des soins.

À l'ADQ, on a toujours convenu que cela contredirait la Loi canadienne sur la santé, qu'il faudrait donc amender, ce que même Stephen Harper se semble pas disposé à faire. M. Legault, qui prétend éviter le bourbier constitutionnel, n'a certainement aucune envie de lancer un tel débat.

Dany Laferrière l'a déjà averti que son refus de s'identifier à la gauche le rangeait automatiquement dans le camp de la droite. Il ne voudra sûrement pas lui donner raison en ouvrant la porte à une «médecine à deux vitesses». Si c'est là le prix à payer pour rallier l'ADQ, il est nettement trop élevé.



De part et d'autre, on voudrait bien que l'affaire soit réglée avant Noël. Après la période des Fêtes, tout le monde risque d'être entrainé dans un tourbillon préélectoral qui monopolisera temps et énergie.

La perspective d'élections printanières augmente la pression sur Gérard Deltell. S'il refuse les conditions de la CAQ, il a toutes les chances de se retrouver à la tête d'une coquille vide. Ceux qui pensent d'abord à leur réélection sauront bien accorder leurs principes à leurs ambitions et rallieront le camp Legault à titre individuel.

Même s'il y a une entente, la fusion sera douloureuse. Les «purs et durs» ne se gêneront pas pour dénoncer les «traîtres». Normalement, une décision aussi grave devrait être prise en congrès. Il est cependant douteux que la direction du parti accepte de laisser les membres se déchirer en public. On optera vraisemblablement pour une consultation plus discrète au moyen d'Internet.

L'ADQ fait simplement acte de présence à l'élection partielle dans Bonaventure. Les résultats du scrutin de lundi prochain pourraient néanmoins avoir un effet déterminant sur l'avenir du parti, s'ils devaient provoquer le départ de Pauline Marois.

Le report des élections à l'automne 2012 — le temps que le PQ élise un nouveau chef — éliminerait tout sentiment d'urgence. La direction de l'ADQ disposerait alors de plusieurs mois pour se repositionner et ajuster son prix en fonction de la nouvelle configuration du paysage politique.

mdavid@ledevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Louise Harel estime que les contribuables montréalais paient trop cher pour les compteurs d'eau.

Compteurs d'eau

## Harel prend Québec pour modèle

L'achat et l'installation devraient coûter 55 millions aux Montréalais

JEANNE CORRIVEAU

Montréal devrait s'inspirer de la Ville de Québec et faire payer aux industries, commerces et institutions (ICI) l'achat et l'installation des compteurs d'eau, estime Louise Harel. À deux jours du dépôt du budget 2012 de la Ville de Montréal, le chef de l'opposition a fait valoir hier que les contribuables n'avaient pas à assumer la facture de 55 millions de dollars liée à ce projet.

À la suite du fiasco du contrat des compteurs d'eau accordé à Génieau, la Ville a revu ses ambitions et à l'installation des compteurs d'eau. «La gestion est plus simple au niveau de la conformité pour s'assurer que tous ont le même équipement, et plus efficace au niveau du contrôle, qu'il s'agisse du calendrier et des délais d'implantation», a fait valoir Philippe Sabourin, chargé de communications à la Ville de Montréal. Les investissements initiaux seront à terme absorbés par les revenus de la facturation, a-t-il ajouté: «Ça revient à peu près au même».

Reste qu'à Québec, l'installation des 4400 compteurs se fait à coûts nuls pour les contribuables. La Ville a acheté les compteurs et les revend aux ICI qui assument les frais de leur installation. «Il y a des coûts d'administration pour ce programme, mais ils sont très minimes par rapport au coût global», a précisé Jacques Perron, conseiller en communication à la Ville de Québec. Et les entreprises n'ont pas contesté cette stratégie, dit-il.

À la Ville de Montréal, on explique qu'une formule différente a été choisie par souci d'efficacité. «La gestion est plus simple au niveau de la conformité pour s'assurer que tous ont le même équipement, et plus efficace au niveau du contrôle, qu'il s'agisse du calendrier et des délais d'implantation», a fait valoir Philippe Sabourin, chargé de communications à la Ville de Montréal. Les investissements initiaux seront à terme absorbés par les revenus de la facturation, a-t-il ajouté: «Ça revient à peu près au même».

Des investissements importants seront par ailleurs nécessaires au cours des dix prochaines années pour réhabiliter le réseau d'aqueducs et d'égouts en état de décrépitude. L'administration Tremblay a déjà annoncé que les taxes foncières allaient grimper de 2,5 % l'an prochain, mais l'épineux dossier de l'eau fera gonfler le compte de taxes des Montréalais de 0,5 à 1 %.

Les deux partis d'opposition, soit Vision Montréal et Projet Montréal, dirigé par Richard Bergeron, estiment toutefois que les hausses devraient se limiter à 2,5 %, taxe d'eau comprise. Hier, le maire Tremblay n'a pas voulu dévoiler les intentions de son administration à ce sujet, se contentant de qualifier de «sobre» le budget qui sera déposé par son administration demain.

Le Devoir

Réduction de la dette

## Québec haussera la part des dépenses d'immobilisations payées comptant

ISABELLE PORTER

Québec — L'administration Labeaume souhaite augmenter la part de ses dépenses d'immobilisations payées comptant afin de réduire sa dette. Reste maintenant à savoir quelles compressions seront nécessaires pour y parvenir.

«C'est la première fois dans l'histoire de la Ville que la dette nette accumulée va commencer à diminuer», a dit le maire Régis Labeaume hier. S'il parvient à ses fins, la dette devrait décroître à compter de 2015 après avoir atteint le plafond de 1,75 milliard de dollars.

La dette nette de la Ville de Québec s'élève en 2011 à 1,54 milliard de dollars et le service de la dette à 225,9 millions de dollars, soit 18,6 % de son budget.

Le maire avait déjà dévoilé une partie de ce plan lors de la présentation du projet d'amphithéâtre. La Ville, disait-il, allait débiter 22,4 millions par an pour augmenter la part de ses immobilisations payées comptant.

Hier, il a expliqué que cette somme serait plutôt divisée en deux avec 15 millions de dollars aux immobilisations et 7,4 millions à un nouveau fonds d'amortissement. Ce fonds, a-t-il expliqué, donnera une sécuri-

été à la Ville tout en servant d'outil financier pour «jouer sur la dette» et avoir plus de «souplesse».

Où trouvera-t-on cet argent? En réduisant les dépenses inutiles, répond M. Labeaume, qui a notamment évoqué des «horreurs» consenties dans les conventions collectives des employés de la Ville. À compter de janvier, le comité exécutif va en outre convoquer toutes les directions pour évaluer si la Ville ne pourrait pas se départir de certaines «missions».

Taxes commerciales

Pas question toutefois d'aller puiser dans les poches des particuliers. Le maire a réitéré hier qu'il comptait maintenir les taxes foncières au niveau de l'inflation. Il s'est toutefois dit à l'aise avec l'augmentation des taxes commerciales, dans la mesure où le taux de chômage est bas et où la Ville contribue à la santé de l'économie en investissant massivement dans les infrastructures et les grands événements.

Prié de dire pourquoi ce cadre de gestion de la dette n'avait pas été adopté à l'époque où il servait sous Andrée Boucher, le directeur général de la Ville, Alain Marcoux, a répondu que la direction générale faisait

des pressions «depuis 2003» en ce sens, mais que Mme Boucher avait dû financer le budget de 2007 avec les immobilisations payées comptant parce que l'opposition majoritaire à l'époque l'avait forcée à annuler certaines compressions.

Où trouver l'argent?

Selon le conseiller indépendant Yvon Bussières qui faisait partie de l'opposition à cette époque, «c'est facile d'accuser le passé». «La Ville fusionnée n'a que dix ans. Quand on a fusionné les 13 municipalités, on ne parlait avec aucun fonds de réserve pour la neige ou l'auto-assurance. Les premières années ont été difficiles parce que les fonds ont été réservés aux anciennes villes en crédits de taxes et en services».

Favorable à la réduction de la dette, le conseiller se demande toutefois où on trouvera l'argent. «C'est dans le budget qu'on va voir où il prend les 22,4 millions qu'il nous a annoncés.»

Le budget doit être rendu public d'ici deux semaines, mais on connaîtra dès aujourd'hui le contenu du nouveau Plan triennal d'immobilisations qui détaille les projets d'investissements en infrastructures de la ville pour les trois années à venir.

Le Devoir

Langue française chez les cadres

## La Banque Nationale refuse la contrainte

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — La Banque Nationale opte pour l'«encouragement actif» auprès de cadres unilingues anglais pour qu'ils se mettent au français. En outre, elle demandera à son cadre John Cieslak de suivre des cours en cette matière, mais ne compte pas lui imposer une date butoir à laquelle sa maîtrise de la langue de Molière serait vérifiée. L'institution financière a fait cette annonce hier midi alors que la grogne à l'égard de cette situation grandissait. Le Devoir révélait par exemple hier que l'animateur et humoriste Guy A. Lepage, un client de la BN, était si mécontent de ce fait qu'il songeait carrément à en retirer ses avoirs. Un mouvement de boycottage a aussi été lancé sur Facebook.

Joint hier, le Directeur principal des affaires publiques à la BN, Claude Breton, a justifié ainsi l'absence d'échéance imposée à son cadre: «À la Banque, on marche avec le dialogue et non la contrainte. On ne doute pas de la bonne volonté de M. Cieslak.» Ce dernier est premier vice-président à la direction, Technologie de l'information, Approvisionnement et Performance organisationnelle à la BN. M. Breton ajoute qu'il est «évident que ça va prendre des résultats», mais que cela ne devrait pas poser problème avec ce type de personne qui vit «avec le devoir de performance à tous les jours». M. Breton ignorait toutefois hier à partir de quand M. Cieslak entamerait son apprentissage du français.

Dans un communiqué, M. Breton a soutenu qu'il y aurait à la BN une «mise en place progressive de façons de faire assurant le renforcement du déroulement des réunions et des échanges en français au Québec». Du reste, la BN était montrée du doigt hier pour avoir enfreint la loi 101 à Montréal dans certaines des succursales; d'autres soutiennent qu'elle a placé des publicités uniquement en anglais à l'université d'Ottawa. Ces allégations sont non fondées, au dire de M. Breton. Malgré tout, une attention aux questions d'affichage sera portée, a annoncé M. Breton hier, et ce, même si à titre de banque à charte fédérale, elle n'est pas soumise à la loi 101. On procédera donc à une «intensification du suivi des contrats externes relatifs à l'affichage afin d'assurer le respect des politiques d'affichage de la Banque prévoyant la prédominance du français au Québec et le respect des directives des sites hôtes à l'extérieur du Québec».

Le critique péquiste en matière d'Institution financière, François Rebello, aurait préféré qu'à l'instar de la Caisse de dépôt, la BN donne une date butoir à ses cadres unilingues et les soumette à des tests. À ses yeux, il serait ridicule qu'on laisse au cadre le soin de prendre des cours de français pendant une longue période sans que rien ne se passe. «Faut que ce soit rapide, parce que les employés n'ont pas à être pénalisés.» Quant au chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, il a plaidé pour une application élargie de la loi 101 aux institutions fédérales.

Le Devoir Avec La Presse canadienne

## Les jeunes péquistes de l'Université Laval se joignent à Aussant

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Des jeunes péquistes de l'Université Laval ont annoncé hier leur démission en bloc. Ils rejoindront Option nationale (ON), le nouveau parti souverainiste lancé par Jean-Martin Aussant, député indépendant de Nicolet-Yamaska et élu en 2008 sous la bannière péquiste.

Dans une lettre envoyée en fin de journée hier, Simon Domingue et Julien Gaudreau, respectivement représentant jeune pour le PQ dans Taschereau et président de PQ-Laval, ont annoncé leur démission. À leurs yeux, les membres de l'exécutif du PQ-Laval «ne croient plus que le PQ redevenne le fier porte-étendard de l'indépendance tel qu'il le fut jadis». Pour eux, le Parti québécois «est devenu, au fil du temps, tellement passif qu'il commence à nuire à la cause indépendantiste. Option nationale représente maintenant le vecteur le plus sérieux pour porter la cause indépendantiste».

Quant à M. Domingue, ancien président du PQ-Laval, il écrit que la stratégie de Pauline Marois de «gouvernance souverainiste» «n'est pas mauvaie en soi, je l'ai appuyée, mais le plan de match tarde décidément trop à accoucher, et les souverainistes de bonne foi ont raison de se poser des questions». Joint hier, M. Gaudreau a annoncé qu'il serait du premier rassemblement d'ON à Montréal le 9 décembre. Le communiqué d'ON annonçant ce rassemblement signalait que le député indépendant de Borduas, Pierre Curzi, serait présent. La semaine dernière une autre démissionnaire, Lisette Lapointe (Crémazie), a fait savoir qu'elle avait pris sa carte d'ON. L'ancien député péquiste de Vachon Camil Bouchard était aussi présent au lancement de la plateforme d'ON.

Le Devoir

## ACTUALITÉS

MONTREAL

## Riches et pauvres, toujours inégaux en santé

AMÉLIE  
DAOUST-BOISVERT

Au rythme où s'amenuisent les écarts de santé entre les riches et les pauvres à Montréal, le fossé mettra cent ans à se combler. Le directeur de la santé publique de la ville, le Dr Richard Lessard, croit que l'on pourrait agir en une génération. Pour ce faire, il en appelle, entre autres mesures, à une augmentation substantielle de l'aide sociale.

Treize ans après la parution d'un premier rapport sur la santé de la population montréalaise, les citoyens de Westmount ou de Pointe-Saint-Charles ne peuvent prétendre vivre aussi longtemps ni en aussi bonne santé. Alors que l'écart était de sept ans il y a treize ans, un homme pauvre vit encore six ans de moins qu'un homme riche à Montréal, apprend-on dans le rapport *Les inégalités sociales de santé: le chemin parcouru*, paru hier.

Le cancer du poumon, le suicide, l'alcoolisme et les maladies respiratoires sont particulièrement meurtriers chez les plus démunis. «*L'injustice sociale rend malade et tue prématurément*», a dit le Dr Lessard en conférence de presse hier, livrant un plaidoyer pour réduire les écarts sociaux.

## Aide à bonifier

Montréal fait tout de même meilleure figure que les autres grandes villes canadiennes. Les politiques sociales québécoises semblent avoir un réel effet protecteur. «*La situation à Montréal pourrait être pire si ce n'était des politiques sociales. Mais il faut aller un cran plus*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un homme pauvre vit six ans de moins qu'un homme riche à Montréal.

loin»: le Dr Lessard serait-il, lui aussi, un indigné? «*Je ne dis pas d'abolir le capitalisme et de faire la révolution. Mais il y a des gestes simples à poser.*»

Comme augmenter les prestations d'aide sociale, améliorer l'accès aux CPE à 7 \$ pour les enfants des quartiers les plus pauvres et investir dans les logements sociaux. La Dr Marie-France Raynault, auteure principale du rapport et professeure à l'Université de Montréal, souligne qu'il manque 6000 \$ par an à un couple avec deux enfants, vivant de l'aide sociale, pour se procurer les services et aliments de base. Pour une personne apte au travail, il faudrait doubler son revenu de quelque 7000 \$ pour lui permettre, entre

autres choses, de se nourrir adéquatement.

Naitre dans une famille à faible revenu, c'est partir avec une longueur de retard qui ne fera que s'allonger au fil des ans, souligne le Dr Lessard, qui préconise donc une intervention dès la petite enfance. À leur création en 1998, la moitié des centres de la petite enfance se trouvaient en milieu défavorisé. Ils ne sont plus que 35 %. Mais c'est le meilleur moyen d'intervenir tôt efficacement, selon le Dr Lessard.

Le directeur de la santé publique est «*conscient des limites des actions qu'il peut entreprendre*». Mais on ne «*peut pas laisser de côté le tiers des citoyens montréalais*», peut-on lire dans le rapport. «*Ce sont des choix so-*

ciaux, rappelle le Dr Lessard. *Oui, ça coûte de l'argent, mais il y a des coûts à la pauvreté. Si tous étaient au moins au seuil de faible revenu, les coûts de santé et de justice diminueraient de moitié.*»

Le rapport met en avant d'autres solutions, comme améliorer l'accès au transport en commun, par exemple. «*Quand tu es sur l'aide sociale, tu as le choix entre manger et prendre le métro pour te chercher un emploi*», illustre le Dr Lessard. La Dr Marie-France Raynault souligne qu'*«on trouve de l'argent pour construire des prisons, mais si on met de l'argent au départ [pour diminuer les écarts], on évite ces coûts plus tard.»*

Le Devoir

## Des proches de Dany Villanueva attaqués au Honduras

BRIAN MYLES

Un cousin de Dany Villanueva a été tué au Honduras, faisant craindre le pire pour la sécurité du jeune homme advenant son expulsion du Canada.

Le Comité de soutien à Dany Villanueva faisait état hier de l'assassinat de Daniel Jose Madrid, le mois dernier au Honduras. Ses meurtriers l'auraient confondu avec Villanueva, dont la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) a ordonné l'expulsion pour cause de grande criminalité, une décision confirmée par la section d'appel.

Un autre cousin, Gustavo Madrid, a été victime d'une tentative de meurtre l'an dernier. Il aurait aussi été confondu avec Dany Villanueva.

L'avocat de Villanueva, Stéphane Handfield, n'a aucune raison de douter de la véracité des incidents. Il a lui-même reçu une lettre de menaces de mort l'été dernier, une affaire l'ayant forcé à porter plainte à la police. La grand-mère de Dany Villanueva, qui vit toujours au Honduras, aurait aussi reçu la visite d'individus menaçants, qui cherchaient à retrouver son petit-fils pour lui faire un mauvais parti.

Les gangs de rue du Honduras sont réputés pour leur violence. Les Maras sont en guerre contre les Rouges, un gang auquel Dany Villanueva a été associé à Montréal. «*Là-bas, on pense que Dany est un très grand criminel au Canada*», explique Me Handfield.

Les déboires de Dany Villanueva avec l'immigration ont commencé après la tragédie du 9 août 2008, à Montréal-Nord. Alors qu'il résistait à son arrestation, son jeune frère Freddy a été abattu par le policier Jean-Loup Lapointe.

Dany Villanueva a été acquitté de vol qualifié le mois dernier, mais il a déjà des antécédents criminels. Il est cependant loin d'appartenir à la catégorie des grands criminels susceptibles de faire l'objet d'une mesure de renvoi.

«*J'ai déjà réussi à obtenir des sursis d'expulsion pour des clients qui avaient fait des actes plus graves et plus nombreux*, explique Stéphane Handfield. *Je pense sincèrement que s'il n'y avait pas eu toute l'histoire de l'enquête du coroner, Dany Villanueva aurait obtenu un sursis en moins de trois heures.*»

M. Handfield ne dispose plus que de deux recours pour éviter l'expulsion de son client.

Le Devoir

EN BREF

## Pas d'influence, dit Yves Bolduc

Après l'article du *Devoir* d'hier, relatant que la Coalition priorité cancer, qui a milité pour un accès accru aux molécules anticancer de pointe, reçoit 60 à 65 % de son financement des compagnies pharmaceutiques, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a précisé que la Coalition n'influencerait pas ses décisions. «*Les pressions de la Coalition n'ont rien à voir avec la décision du ministre Bolduc. C'est un travail qui était déjà amorcé*, a indiqué Natacha Joncas-Boudreau, attachée de presse du ministre de la Santé. De passage à Saguenay, hier, le ministre a dit ignorer que la majeure partie du budget de la Coalition provenait de l'industrie pharmaceutique. S'interrogeant sur l'aspect éthique de la situation, il a indiqué qu'il veut bien collaborer avec la coalition, mais a ajouté qu'elle devra déclarer d'où vient son financement et à quoi il est utilisé. — *Le Devoir avec La Presse canadienne*

## Procès Shafia: ni alcool ni drogue

Kingston — Les corps des trois sœurs Shafia et de la première femme de leur père qui ont été

retrouvés dans une voiture submergée dans une écluse du canal Rideau à Kingston, en Ontario, ne présentaient aucune trace de drogue ou d'alcool. Lors du procès pour les quatre meurtres, hier, un pathologiste judiciaire a témoigné que des examens toxicologiques poussés n'avaient rien révélé d'anormal. Le Dr Christopher Milroy a par ailleurs indiqué à la Cour supérieure de l'Ontario que, selon lui, les quatre femmes sont mortes noyées. Toutefois, il n'a pu déterminer si leur décès s'était produit là où elles ont été retrouvées ou si elles étaient inconscientes avant que la voiture ne se retrouve immergée. Trois des quatre victimes présentaient des ecchymoses à la tête, mais la cause de ces blessures n'est pas claire. — *La Presse canadienne*

## Toronto hausse les taxes de 2,5 %

Les Torontois ont appris hier qu'ils subiront des hausses de taxes de 2,5 % l'an prochain. Le maire Rob Ford a présenté le budget 2012 de son administration qui prévoit des compressions de 355 millions, dont la suppression de 2300 postes, la fermeture de cinq patageoires, de deux piscines extérieures et de trois refuges pour itinérants, de même qu'une réduction des heures d'ouverture des bibliothèques et des arénas. Les usagers du transport en commun devront par ailleurs assumer une augmentation des tarifs de transport en commun de 10 cents par passage même si certains services seront réduits. Le maire Ford a fait valoir que les dépenses de la Ville seraient moindres en 2012 qu'en 2011. L'adoption du budget est prévue en janvier. — *Le Devoir*

## Bonaventure: le vert opte pour le PQ

Le candidat vert à l'élection partielle de Bonaventure, Jean Cloutier, invite les électeurs souverainistes à voter pour le candidat péquiste, Sylvain Roy. «*Je rêve toujours d'être le premier député vert à l'Assemblée nationale. Mais [...] le parti qui est le plus proche des verts à l'heure actuelle, qui a le plus de chances de gagner et à qui on peut effectivement donner un vote stratégique, c'est le Parti québécois*», a-t-il affirmé au *Devoir*. M. Roy, qui est également vice-président du Parti vert du Québec et président de l'aile québécoise du Parti vert du Canada, a appelé pour la première fois les électeurs à élire M. Roy hier après-midi à l'occasion d'un débat organisé par Radio-Canada, soit au lendemain d'une rencontre avec de «*hautes instances*» du PQ. Selon un sondage Segma-Graffiti, le PLQ récolte actuellement 48 % des intentions de vote, coiffant le PQ (35 %), QS (6 %) et PVQ (3 %). — *Le Devoir*

## Un nouveau centre de réinsertion professionnelle pour autochtones, rue Sainte-Catherine

CAROLINE MONTPETIT

Il n'y a pas si longtemps, Matthew, de Kahnawake, ne rêvait que de compétition de combats extrêmes. Il se tenait, dit-il, «*toujours avec la mauvaise bande*», était plein de rage, ce qui rendait son intégration scolaire difficile, voire impossible.

Hier, Matthew prenait la parole devant une poignée de dignitaires, dont le ministre des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, en tant que participant au programme du tout nouveau centre de réinsertion professionnelle pour autochtones Ka Mamukaniit, rue Sainte-Catherine à Montréal.

Amy, une Crie de la Saskatchewan arrivée à Montréal il y a seulement quelques mois, se faisait pour sa part systématiquement exclure, lorsqu'elle

faisait des demandes d'emploi, parce qu'elle ne parlait pas français. Elle a lu hier sa présentation en français à l'assemblée.

Le centre de Ka Mamukaniit, dont le nom veut dire «*bâtir ensemble*» en innu, est inauguré alors que la population de jeunes autochtones, arrivant seuls à Montréal en provenance de leurs communautés, ne cesse de croître. «*Aujourd'hui, 35 % des personnes issues de nos communautés vivent en centres urbains*», reconnaissait hier Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, qui participait à l'événement.

## Rêves brisés

Entre 2001 et 2006, la population autochtone de Montréal a crû de 44 % alors que la population urbaine générale n'augmentait que

de 2,3 %. En tout, on compte une population de quelque 10 000 autochtones à Montréal.

Ils viennent souvent pour fuir le chômage et les logements surpeuplés de leur communauté, ou rêvent de poursuivre des études. Or, leurs rêves se brisent souvent sur l'écueil de la discrimination raciale. «*Les employeurs sont réticents à employer des autochtones, parce qu'ils ont des préjugés. Ils croient que nous sommes alcooliques, que nous ne voulons pas travailler*», raconte Francine Buckell, responsable de la stratégie pour l'intégration des autochtones en milieu urbain du Centre de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec.

La grande ville est aussi un milieu beaucoup plus vaste que celui des communautés. L'anonymat y

confine souvent à la solitude, pour le meilleur et pour le pire.

«*Les jeunes vont parfois boire ou consommer de la drogue pour se désennuyer*», raconte Mme Buckell. «*Et puis l'alcool est tellement plus accessible ici*», raconte Alexandre, Attikamek en provenance de Manouane, et participant au programme, qui dit avoir cessé de boire depuis quelque temps.

Ces jeunes faisaient partie d'une cohorte de quelque 15 jeunes de 18 à 35 ans qui ont participé à un préprogramme du centre Ka Mamukaniit menant au marché du travail ou à la réintégration scolaire. Ce préprogramme compte autant une initiation aux langues française et anglaise ou à l'informatique que des séjours en forêt avec des aînés.

Le Devoir

## Nous offrons bien plus qu'un repas à Noël. Nous offrons de l'espoir !

Touchez le cœur de **10 personnes** qui souffrent de la faim!

Pour la modique somme de **27,80 \$**, vous pouvez leur offrir des repas chauds ou un abri sécuritaire... une aide qui pourrait être le point de départ d'une nouvelle vie.

<input type="checkbox"/> 27,80 \$ pour 10 personnes	<input type="checkbox"/> 69,50 \$ pour 25 personnes
<input type="checkbox"/> 139 \$ pour 50 personnes	<input type="checkbox"/> 278 \$ pour 100 personnes
<input type="checkbox"/> _____ \$ pour aider autant de personnes possible	

Veillez débiter ma carte de crédit  Visa  MasterCard  American Express

Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10 \$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance: NO 10819 5215 RR0001

NO DE LA CARTE: \_\_\_\_\_ DATE D'EXPIRATION: \_\_\_\_\_

SIGNATURE: \_\_\_\_\_

NOM EN LETTRES MOULÉES: \_\_\_\_\_ ( )

COURRIEL: \_\_\_\_\_ TELEPHONE: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

VILLE: \_\_\_\_\_ PROVINCE: \_\_\_\_\_ CODE POSTAL: \_\_\_\_\_

Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner dignité et espoir à des milliers de montréalais défavorisés.

Découpez et envoyez votre don à :



**MISSION Bon Accueil**  
606, rue de Courcelle  
Dépt. 403 103  
Montréal, QC H4C 3L5  
Notre 120<sup>e</sup> année au service des plus démunis.

www.missionbonaccueil.com

514-523-5288

## LE MONDE

## Jour de vote troublé en RDCongo

Les élections générales se sont déroulées hier dans un climat de violences et de suspicion de fraude

Le scénario du pire était prévu d'avance. Confirmant les craintes formulées pendant la campagne électorale, les incidents et les affrontements se sont multipliés hier en République démocratique du Congo (RDC). Les Congolais étaient appelés à désigner à la fois leurs députés et leur président lors du second scrutin démocratique organisé dans le pays.

Avant même l'ouverture des bureaux de vote, des rafales d'armes automatiques ont retenti à Lumumbashi, capitale du Katanga, où cinq personnes sont mortes. Des jeeps remplies de bulletins de vote ont également été incendiés. Les mystérieux assaillants se revendiquent d'un mouvement sécessionniste pourtant disparu depuis la fin des années 60. Ailleurs, les incidents avaient une résonance moins historique: des bureaux de vote ont été incendiés au centre du pays, dans le Kasai oriental, fief de l'opposition. A Kinshasa, la capitale, des citoyens en colère ont interpellés des hommes avec des «bulletins pré-manipulés»: déjà cochés. Tous avaient une croix inscrite à côté de la «case n°3», celle qui désigne le président sortant, Joseph Kabila.

## Méfiance

Très vite, les autorités ont nié toute tentative de fraude ou d'existence de «bureaux de vote fictifs», mais la méfiance et la colère se sont vite imposées. Pourtant beaucoup de Congolais tenaient à voter. «Je vote parce que je suis Congolaise et qu'il s'agit d'un droit civique», dit Albertine, une jeune électricienne de Kisangani. Pour Augustin Madaoua, «la vie sociale est maigre» et «les fonctionnaires sont mal payés, y compris les policiers».

Arrivé au pouvoir après l'assassinat de son père en 2001, puis légitimé par les urnes en 2006. Il s'agissait alors pour Kabila de tourner la page sur une décennie de guerre civile et extérieure et de valider par le verdict des urnes l'installation d'un président et d'un Parlement.

Le cadet des chefs d'État du continent africain avait hier à défendre contre dix adversaires le bilan de son premier



JUNIOR D. KANNAF AFP

À Kinshasa, la foule a protesté après la découverte de bulletins truqués.

mandat comme dirigeant élu. Bilan qu'on peut au mieux qualifier de mitigé. Dans un pays qui, malgré ses immenses richesses naturelles, n'a jamais cessé de s'enfoncer dans la misère, la popularité du prince se heurte forcément à la détresse de la population.

«Kabila a vanté pendant la

**Le partage des richesses est un problème récurrent depuis l'indépendance: la RDC est le dernier pays sur l'échelle de l'indice de développement humain**

campagne les cinq chantiers présidentiels. Un seul, celui des infrastructures a donné des résultats tangibles. Mais les Chinois et les privés congolais à qui ont été confiés ces travaux n'ont pas créé d'emplois et les gens sont déçus», constate l'historien Elikya Mbokolo.

Une certaine amélioration est en effet visible au niveau de quelques grandes infrastructures. On est en train d'élargir et de mettre à peu près aux normes internationales deux boulevards de Kinshasa. La route entre la capitale et la province

voisine du Bandundu est impeccable, mais la quasi-totalité des chefs-lieux de provinces ne sont accessibles qu'en avion.

Le partage des richesses est un problème récurrent depuis l'indépendance. Bénéficiant de 34 % des réserves mondiales de cobalt, 10 % de celles de cuivre, sans compter l'or, les diamants et l'uranium, l'ex-Zaïre est aussi le dernier pays sur l'échelle de l'indice de développement humain. La gestion des ressources du pays est l'une des plus opaques au monde.

## Un candidat sérieux

Dans un pays miné par l'insécurité, ils étaient 19 000 hier à promettre des lendemains qui chantent dans l'espoir de décrocher l'une des 500 places de l'Assemblée. Mais face au pouvoir qui contrôle l'administration, seul le parti d'Etienne Tshisekedi, vieil opposant historique rentré d'exil, semblait pouvoir faire la différence. Le meilleur des scénarios pour Kabila, c'est bien sûr de finir de-

vant ses adversaires, mais aussi de voir un autre que Tshisekedi arriver au deuxième rang.

Si l'homme de 78 ans talonne le président sortant, il pourrait mobiliser ses nombreux partisans, concentrés dans les provinces centrales du Kasai occidental et du Kasai oriental, crier à la fraude électorale, réclamer un second tour ou une nouvelle élection et, faute de les obtenir, rendre le pays encore plus ingouvernable qu'il l'est actuellement. Il a d'ailleurs multiplié les déclarations incendiaires au cours de la campagne qui vient de se terminer.

Et déjà, que la RDC n'est pas tout à fait en paix: il y a quelques jours, des centaines de ménages ont été forcés de fuir les monts Rwenzori, à la frontière avec l'Ouganda, en direction du Nord-Kivu, en raison d'affrontements entre l'armée nationale et une puissante milice. Le Nord-Kivu lui-même, comme la province voisine du Sud-Kivu, ne doit sa paix relative qu'à un compromis qui a permis à des milices rwandaises de se transformer du jour au lendemain en unités de l'armée nationale.

Le Devoir et Libération

## KOWEÏT

## L'émir accepte la démission du gouvernement

Koweït — L'émir du Koweït, Sabah al-Ahmad al-Sabah, a accepté hier la démission du gouvernement, réclamée depuis plusieurs mois par la rue et l'opposition, a rapporté l'agence de presse officielle.

Selon des sources parlementaires, les séances au Parlement devraient être suspendues jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, ce qui pourrait prendre trois mois.

Depuis mars dernier, des manifestations étaient organisées pour exiger la démission du premier ministre, Nasser al-Mohammad al-Sabah, un neveu de l'émir accusé de corruption.

Le président du Parlement a indiqué n'avoir aucune information sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée.

Le 16 novembre, des manifestants avaient pénétré brièvement à l'intérieur du Parlement pour réclamer la démission du chef du gouvernement.

En mai, deux députés avaient tenté d'interpeller le premier ministre sur une affaire présumée de détournement de fonds, une accusation qu'il rejette. Le gouvernement avait démissionné en mars pour éviter que trois ministres, membres de la famille Al-Sabah, soient interrogés par les parlementaires.

Le Koweït, quatrième exportateur mondial de pétrole, possède le Parlement le plus ouvert des pays du Golfe.

Reuters

## L'Union européenne sévit de nouveau

## La Syrie dénonce les sanctions arabes

Damas — Le régime du président Bachar al-Assad a accusé hier la Ligue arabe d'avoir fermé toutes les portes en adoptant des sanctions économiques contre lui, au moment où l'Union européenne (UE) s'appretait à durcir ses mesures contre Damas pour tenter de faire cesser la répression.

«En prenant des sanctions, la Ligue a fermé toutes les portes avec la Syrie et comme vous le savez, certains membres de la Ligue poussent à l'internationalisation» du conflit, a déclaré le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, à Damas.

Dimanche, la Ligue arabe a elle aussi adopté des sanctions sévères contre la Syrie, les premières de cette ampleur à l'encontre de l'un de ses membres, prévoyant en particulier un gel des transactions commerciales avec le gouvernement syrien et de ses comptes bancaires dans les pays arabes.

«Arrêter les transactions avec la Banque centrale syrienne signifie une déclaration de guerre économique du point de vue du droit international», a réagi M. Mouallem.

La Ligue arabe a cependant exhorté lundi le régime à accepter un plan prévoyant l'envoi d'observateurs en Syrie, se disant prête à y apporter de légères modifications, en insistant, comme l'exige Damas, «sur la question de la coordination entre la mission d'observation et les autorités syriennes». La ratification du protocole régissant la mission d'observation permettrait une révision des sanctions, a aussi promis le secrétaire général de la Ligue, Nabil al-Arabi.

## Ultimatums

Avant de recourir aux sanctions, la Ligue arabe avait lancé deux ultimatums sommant Damas de cesser les violences et d'accepter l'envoi d'observateurs. «Les mesures prises par la Ligue arabe montrent son intention de pousser à l'escalade», a accusé M. Mouallem.

Pour sa part, l'UE a décidé d'imposer de nouvelles mesures pour couper les sources de financement du régime syrien dans les secteurs des finances et du pétrole, selon une source diplomatique. Outre le gel des avoirs d'au moins 11 nouvelles sociétés, l'UE va interdire de visa et geler les avoirs de 12 personnes supplémentaires.

Dans le même temps, le ministre syrien a annoncé que dans la nouvelle Constitution en cours d'élaboration, «il n'y [aurait] plus d'article 8», qui donne au parti Baas au pouvoir en Syrie depuis 1963, la prééminence dans la direction du pays.

Il a également affirmé que le régime était «sérieux» dans sa volonté d'engager un dialogue national, «le moyen de sortir de la crise», alors que les opposants rejettent désormais toute discussion, réclamant le départ pur et simple du président Assad.

Interrogé sur l'utilisation des chars contre le mouvement de protestation, M. Mouallem a rétorqué que les forces de l'ordre n'avaient tiré depuis neuf mois aucun obus de char, ni fait usage d'armes lourdes ou de l'aviation, «mais seulement des armes individuelles». Mais, sur le terrain, les forces de l'ordre ont encore tué neuf civils hier à travers le pays, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Agence France-Presse

## L'ONU accuse Damas

Genève — L'armée et les forces de sécurité syriennes ont commis des crimes contre l'humanité, notamment des meurtres, des actes de torture et des viols, conclut une commission d'enquête de l'ONU dans un rapport rendu public hier.

La Syrie est «responsable d'actes arbitraires, dont des crimes contre l'humanité, commis par des membres de son armée et ses forces de sécurité», disent les trois membres de la commission dans ce rapport de 39 pages, remis au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, à Genève.

La répression du mouvement de contestation du régime de Bachar al-Assad a fait plus de 3500 morts depuis mi-mars, selon l'ONU. Des milliers de personnes — jusqu'à 30 000 — ont été arrêtées depuis cette date, selon des opposants. Les autorités syriennes, elles, imputent les violences à des «groupes terroristes armés» soutenus par l'étranger et font état de plus de 1000 soldats et policiers tués.

Reuters

## Le Pakistan menace de revoir sa coopération avec l'OTAN

Les fournitures de carburant à l'organisation sont suspendues

Islamabad — Le raid de l'OTAN, qui a tué 24 soldats pakistanais samedi, pourrait avoir des conséquences sur la lutte contre les talibans en Afghanistan, a annoncé hier l'armée pakistanaise.

«Cela pourrait avoir de graves conséquences sur le niveau et la portée de notre coopération» avec l'Alliance atlantique, a dit le général Athar Abbas, porte-parole de l'armée. «L'attaque de l'OTAN a duré deux heures malgré nos appels répétés à cesser le feu», a-t-il ajouté.

Le Pakistan est un allié essentiel de l'Alliance et des États-Unis dans la lutte contre les insurgés islamistes qui se cachent dans des zones tribales à la frontière pakistano-afghane.

Des hélicoptères et chasseurs de l'OTAN basés en Afghanistan ont tué 24 soldats en frappant deux avant-postes militaires pakistanais, opération qu'Islamabad a qualifiée d'agression injustifiée, mais qui reste entourée de mystère.

Le gouvernement chinois, allié du Pakistan, s'est dit choqué par cette attaque. «La Chine pense que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Pakistan doivent être respectées et qu'une enquête sérieuse et approfondie doit être menée sur cette affaire», a dit le ministre chinois des Affaires étrangères.

Le président pakistanais, Yusuf Raza Gilani, interrogé hier par CNN au sujet des relations Islamabad-Washington, a exclu que «la vie continue» sans changement après les événements de samedi.

Les relations bilatérales ne continueront que si elles se fondent sur «un respect mutuel et des intérêts communs». Comme on lui demandait si c'était le cas pour le Pakistan, Gilani a répondu: «À l'heure actuelle, non.»

Dimanche, des milliers de manifestants s'étaient massés devant le consulat des États-Unis à Karachi pour protester contre le raid.

## Provocation

La principale association pakistanaise qui fournit du carburant aux forces de l'OTAN en Afghanistan a suspendu ses livraisons. Le secrétaire général de l'All Pakistan Oil Tanker Owners Association, Nawab Sher Afridi, a précisé que les opérations ne reprendraient que lorsque le gouvernement d'Islamabad et l'armée pakistanaise auront reçu et accepté des excuses de l'OTAN à la mesure du drame.

L'attaque lancée samedi dans le nord-ouest du Pakistan est considérée dans le pays comme la dernière en date d'une série de «provocations» des États-Unis, qui avaient exaspéré l'armée pakistanaise en organisant le raid secret dans lequel Oussama ben Laden a trouvé la mort en mai dans la ville d'Abbottabad.

Un représentant de l'OTAN et un responsable de la sécurité afghane ont déclaré de leur côté, en requérant l'anonymat, que les soldats de l'OTAN avaient riposté à des tirs venant du territoire pakistanaise de la frontière. L'armée pakistanaise a démenti avoir tiré sur les forces de l'OTAN.

«C'est un incident tragique et non intentionnel. Nous déterminerons ce qui s'est produit et en tirerons les leçons qu'il faut», a dit le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, dans un communiqué où il exprime son soutien total à une enquête ouverte par l'Alliance atlantique.

Cela risque toutefois de ne pas suffire à calmer les esprits. De nombreux Pakistanais estiment que leur armée mène contre les extrémistes un combat qui ne répond qu'aux intérêts occidentaux et porte préjudice à leur pays.

Le ministre des Affaires étrangères, Hina Rabbani Khar, s'est entretenu avec son homologue américaine, Hillary Clinton, et lui a exprimé «le profond sentiment de rage ressenti dans tout le Pakistan».

Reuters

## FRANCE

## Hollande fait un appel du pied à Bayrou

Paris — Le candidat socialiste François Hollande est prêt à enrôler François Bayrou dans son gouvernement s'il remporte l'élection présidentielle et dans l'hypothèse où le dirigeant centriste aurait appelé à voter pour lui au second tour.

Le président du Mouvement démocrate, qui doit officialiser sa troisième candidature présidentielle la semaine prochaine, appelle de ses vœux une «majorité centrale» pour gouverner la France, qui s'ouvrirait aussi bien à la droite qu'à la gauche, mais marque pour l'heure son «indépendance».

«Je n'écarterai personne, mais à la condition que les formations politiques ou les dirigeants politiques aient appelé à voter pour moi au second tour», a déclaré hier François Hollande sur RMC Info et BFM TV.

«Tous ceux qui ont contribué au changement peuvent gouverner le pays dans le cadre du projet que j'ai présenté», a-t-il dit.

«Si François Bayrou fait un choix — nous verrons lequel — au second tour, eh bien, il sera dans la majorité présidentielle qui se sera constituée autour du

vainqueur du second tour, s'il a appelé [à voter] pour le bon candidat, sous-entendu celui que je pourrais représenter», a dit le député de Corrèze. «Mais pour l'instant, il est dans une ambiguïté et il n'est pas sorti», a-t-il ajouté.

François Bayrou, qui n'avait pas donné de consigne officielle de vote entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007, a assuré qu'il proposerait «un choix clair» en 2012.

Le Front de gauche dénonce une «dérive centriste». «En déclarant que François Bayrou pourrait devenir son ministre, François Hollande tire une balle dans le pied de la gauche en vue de l'élection présidentielle», a déclaré l'équipe de Jean-Luc Mélenchon.

«Face à cette sinistre "danse du centre", François Hollande doit répondre au Front de gauche. Au lieu de sommer tout le monde de se rallier à lui, il doit dire clairement s'il veut discuter avec le Modem ou le Front de gauche. Car c'est l'un ou l'autre. Ce ne sera en aucun cas les deux», prévient-elle.

Reuters

# ÉDITORIAL

## Inégalités sociales

### Mortelles injustices

Le cri des indignés résonne encore au-dessus des campements désertés. Ce sont des rapports comme celui dévoilé hier par la Direction de la santé publique de Montréal (DSP) qui permettront d'en relayer longtemps l'écho en dessinant clairement les contours de l'écart séparant les riches des pauvres. Le bilan de la DSP l'illustre de manière éloquent: l'injustice sociale tue.

L'

Organisation mondiale de la santé (OMS) l'avait démontré en 2008: les inégalités sociales sont une question de vie ou de mort. Née en Suède ou au Japon, une petite fille a espoir d'étirer ses jours jusqu'à 80 ans. Appare plûtôt dans certains pays d'Afrique, la même enfant peut retrancher 35 années à son horizon. À l'intérieur même des pays, ces disparités s'observent; le Canada n'échappe pas à la règle, lui chez qui le fossé entre riches et démunis se creuse. Dans une ville comme Montréal, les inégalités se notent d'un coin de rue à l'autre. Les fortunés côtoient les moins nantis, mais, hormis un espace géographique similaire, ils ont peu en commun.

Vingt-deux mille ménages y sont en attente d'un logement abordable; cinq ans s'écouleront avant qu'ils y aient accès. Dans la catégorie des revenus les plus bas, le taux de mortalité est deux fois plus élevé. Sur le territoire du CLSC Hochelaga-Maisonneuve, l'espérance de vie est de 74 ans; dans les environs prospères du CLSC Saint-Laurent, elle s'étire de 11 années. Pourtant destinés entre autres aux enfants issus des milieux les moins favorisés, afin de soutenir leur développement, les CPE sont moins fréquentés par les enfants pauvres. Les facteurs de risque se multiplient chez les nouveau-nés des mères pauvres, un fait troublant compte tenu du fait que le nombre de naissances augmente chez les parents à faible revenu (croissance de 4 %) et diminue chez les riches (baisse de 14,5 %).



MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Chez les groupes les plus vulnérables, les luttes sont multiples pour garder le corps et la tête en santé. Comme autant d'obstacles à une vie saine, la privatisation du réseau de la santé, l'accès déficient à des soins dentaires ou de psychothérapie, le coût d'une bonne alimentation, des conditions néfastes de logement, tout cela se dresse sur la route des exclus. Les effets pervers sur la santé ne sont pas théoriques: même si les femmes de milieux défavorisés sont moins susceptibles de développer un cancer du sein, leur taux de mortalité est égal et même supérieur à celui des fortunées. Les inégalités sociales sont bel et bien mortelles.

Au rythme où vont nos politiques, il faudra cent ans pour réduire ces écarts malsains. Une action urgente menée par les différents paliers de gouvernements permettrait d'effacer les inégalités en l'espace d'une génération, c'est du moins l'analyse qu'en fait le Dr Richard Lessard, directeur de la santé publique de Montréal. Oui, la hausse des revenus d'aide sociale, un meilleur accès au logement social et l'équité en matière d'accès aux programmes sociaux sont des leviers à actionner de manière prioritaire.

Mais que l'on tente aussi de mieux comprendre ce groupe social. Comment? D'abord, en s'y intéressant. La pauvreté colore nombre de rapports en mode catastrophiste, mais donne rarement lieu à des actions politiques percutantes; sans doute en partie parce qu'on ne daigne pas s'y attarder véritablement, une critique qui échoit aussi aux médias. Alors qu'on s'active à remplir les bas de la Guignolée en mode grand luxe, il serait peut-être utile de penser offrir aussi espace et temps d'antenne pour mieux raconter le quotidien des plus démunis.

[machouinard@ledevoir.com](mailto:machouinard@ledevoir.com)

## Législatives au Maroc

### Le brouillard

Quelques semaines après la victoire de la formation islamiste Ennahda en Tunisie, voilà que son presque jumeau, le Parti de la justice et du développement (PJD), a gagné les législatives tenues ces jours-ci au Maroc. Cela rappelé, il faut souligner que la comparaison s'arrête là, pour la bonne et simple raison que le nouveau cadre constitutionnel adopté par 98 % des Marocains en juin dernier balise la marge de manœuvre du gouvernement dans un espace plus restreint que celui que les Tunisiens, Ennahda au premier chef, entendent s'accorder à la faveur de l'Assemblée constituante en cours.

Lors de la réforme constitutionnelle évoquée, le roi Mohammed VI a mis un soin méticuleux à ne pas céder un pouce aux privilèges liés à sa fonction. En clair, il reste chef des armées, acteur incontournable de la justice puisqu'il demeure président du Conseil supérieur de la magistrature, détenteur du pouvoir de nominations des ambassadeurs et des préfets, autrement dit les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères demeurent, à des degrés divers il va sans dire, sous sa coupe. Ce n'est pas tout.

Afin de rester le metteur en scène de la vie politique, le commandeur des croyants s'est arrogé le droit de nommer les membres du cabinet du premier ministre. Il est fort probable que celui-ci sera issu du PJD. Mais voilà, l'article de la Constitution est à cet égard si flou que, selon des spécialistes en la matière, et en vertu des pouvoirs qui sont les siens, le souverain pourrait récuser un tel et choisir tel autre, pour autant qu'il appartienne à la coalition qui devra être négociée et formée au cours des prochains jours ou semaines.

Paradoxe des paradoxes, les jeux politiques étant ce qu'ils sont, les dirigeants du PJD sont condamnés à entamer des pourparlers avec Istiqlal, soit le plus vieux parti marocain, dont le patron est Abbas El-Fassi, qui est également l'actuel... premier ministre. S'ils ne parviennent pas à un accord, alors Mohammed VI pourra choisir parmi les chefs de la Coalition pour la démocratie (G8), qui fédère les formations dont certaines ont été créées à la va-vite pour faire barrage aux islamistes. Bref, la situation est beaucoup plus fluide que ne le laissent entendre les résultats des législatives.

D'autant que le Mouvement du 20 février (qui fut en pointe lors du printemps arabe version marocaine et qui a fait campagne pour boycotter le scrutin) ainsi que les laïcs entendent maintenir la pression au moyen de manifestations. La plupart d'entre eux n'ont pas oublié que, lors de la révision du Code de la famille en 2004, l'état-major du PJD s'était opposé, tenez-vous bien, à ce que l'âge du mariage des jeunes filles passe de 15 à 18 ans, à ce que la polygamie et la tutelle que détiennent les hommes sur les femmes de la famille soient amputées. C'est à se demander si l'islam modéré n'est pas une prétention ou, pire, un paravent destiné à brouiller les objectifs.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

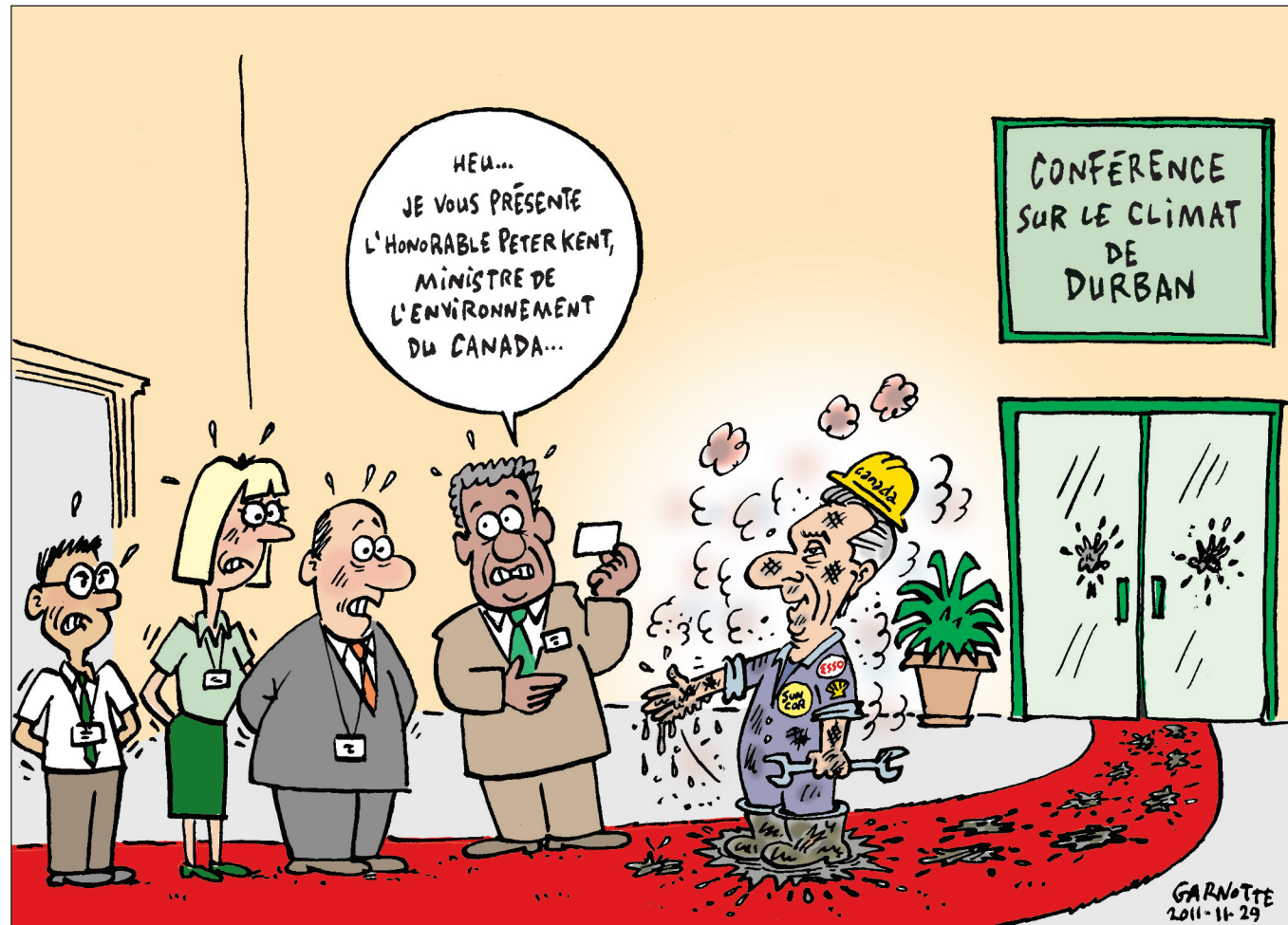
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

### Sommes-nous en train de perdre le nord ?

Je vous écris à la suite de l'entrevue avec Jacques Parizeau publiée dans *Le Devoir* du 21 novembre dernier et à la suite du colloque organisé par l'IREC le lendemain, à HEC Montréal, colloque durant lequel la majorité des intervenants ont relevé fort peu d'avantages au Plan Nord tant médiatisé. Je vous écris aussi après avoir vu le film *Trou Story* hier soir, un film qui secoue.

Le tout me laisse une profonde impression de déjà-vu et d'avenir plutôt noir. Que nous restera-t-il après cette exploration minière? Une pollution extrême, une terre stérile qu'on essaiera de maquiller malgré le mercure, le cyanure et d'autres contaminants chimiques déversés dans les ruisseaux et les lacs? Qui ira faire du tourisme dans ces lieux dévastés et toxiques pour la faune et la flore? Et nos lacs, notre or bleu à nous? Qu'en faisons-nous?

Je trouve ce portrait d'ensemble déplorable et très inquiétant pour mes enfants et mes petits-enfants. Quoi qu'en dise la publicité des compagnies minières depuis quelques semaines, ça n'a absolument rien de sexy.

Monique Héroux

Armagh, le 28 novembre 2011

### La nette prédominance numérique

Depuis septembre dernier, huit télédiffuseurs de Montréal ont effectué la transition de l'analogique au numérique, ce qui a amené quelques changements pour ceux qui captent les émissions à l'aide d'une antenne. Télé-Québec et V diffusent en effet maintenant de la tour du Stade et du quartier Centre-Sud respectivement, ce qui rend leur réception à peu près impossible dans le sud-ouest et l'ouest de l'île. Quant à Canal savoir, qui diffusera en numérique en décembre, son émetteur situé à l'Uni-

versité de Montréal ne fera probablement pas mieux. Six autres diffusent du mont Royal, ce qui leur assure une réception partout sur l'île et une bonne partie de la banlieue. Radio-Canada et TVA font partie de ceux-là ainsi que CBC, CTV, Global et Metro 14. Donc deux qui diffusent en français et quatre en anglais. [...]

Gilles Renaud

Verdun, le 26 novembre 2011

### Endettement à Québec

J'ai lu attentivement le rapport du maire Régis Labeaume sur la situation financière de la Ville de Québec présenté au conseil municipal le 7 novembre dernier et publié sur le site Internet de la Ville. Quelle ne fut pas ma surprise de constater une hausse fulgurante de l'endettement de la Ville! En 2010, la dette de la Ville a bondi de 1,257 milliard de dollars à 1,493 milliard, une hausse de 236 millions de dollars correspondant à une augmentation de 20 %. En 2009, la dette était passée de 1,141 à 1,257 milliard de dollars, soit une hausse de 116 millions ou de 10 %. Sur les deux dernières années, la dette a donc augmenté de 352 millions de dollars soit une hausse de 31 %, et ce, avant même qu'on ait commencé à construire l'amphithéâtre.

À ce rythme-là, je n'ose pas imaginer le taux d'endettement à la fin du règne de cette administration ni les plans de restriction des services et d'augmentation des taxes que nous devons peut-être un jour adopter pour payer cette dette. [...]

Johanne Elsenor

Québec, le 21 novembre 2011

### La SAQ garde la facture

Depuis quelques mois, les commis à la caisse de la Société des alcools du Québec (SAQ) nous posent systématiquement la question suivante: «Voulez-vous la facture?»

Quelle est cette nouvelle politique aberrante de la société d'État? Cherche-t-on ain-

si à réduire les réclamations et les plaintes? Bien sûr qu'il nous faut la facture, SAQrament! Cela va de soi!

En passant, ne cherchez pas le mot «Québec» sur la facture de la SAQ ou sur la page d'accueil du site Internet de la société, vous ne le trouverez pas. Le mot «SAQ» suffit amplement aux dirigeants. Je leur sais gré de ne pas indisposer ainsi les anglophones et les allophones!

Sylvio Le Blanc

Montréal, le 20 novembre 2011

### Maladie ou condition mentale?

Avec tous les remous que crée la catégorisation prochaine des troubles d'apprentissage comme étant des troubles mentaux, il serait peut-être temps de se poser la question si la vie humaine n'est pas une maladie tout court... Est-ce que la timidité est une maladie mentale aussi? Ou bien, un enfant qui n'est pas capable de résoudre un problème algébrique simple ou secondaire est-il porteur d'un trouble mental aussi? En bref, pourquoi serait-il si naturel de pouvoir apprendre à déchiffrer sans problème un mot écrit ou, de façon générale, d'accomplir une chose que la moyenne des gens peut faire?

En fait, n'est-il pas juste temps de considérer la nature de ces différences intrapopulationnelles comme étant autant de conditions mentales, mais aussi physiques, que peut permettre la diversité génétique du genre humain? Je propose ainsi que l'on revienne à des notions de conditions mentale et physique: conservons seulement la maladie comme étant simplement l'action d'un pathogène sur notre condition physique. Sinon... Eh bien, si vous n'êtes pas capable de nager et que vous ne pouvez pas comprendre certaines notions de base de chimie, gare à vous: on vous trouvera deux maladies pour votre état physique et mental!

Antoine Caron

Québec, le 27 novembre 2011

## LIBRE OPINION

### Indignées par la Grande Guignolée

FRANCINE GAGNÉ  
CAROLE HARVEY  
HÉLÈNE LANGLOIS  
Montréal

Lettre à René Homier-Roy, animateur de C'est bien meilleur le matin

Vendredi matin dernier, lors de votre émission radiophonique, vous avez cru bon de souligner votre incompréhension, voire votre profond agacement, face aux gens qui décrivent la façon dont votre équipe «gère», car c'est le mot qui convient, la Grande Guignolée. Nous tenterons ici de vous aider à mieux nous comprendre.

Si l'intention de recueillir de l'argent pour la redistribuer aux personnes peu nanties est louable, cette fin justifie-t-elle qu'on le fasse de n'importe quelle façon? On est bien près de sabler le champagne à la santé des pauvres de ce monde! Après tout, ces dons que vous allez chercher dans les poches des gens fortunés ne sont-ils pas une belle occasion pour eux de se payer une folie qu'ils n'auraient peut-être pas osé se permettre sans l'alibi de la générosité? Sans oublier que cette générosité est une autre façon d'épar-

gner de l'impôt. Pour répéter vos propos, on n'affaire pas les mouches avec du vinaigre!

Où est, dans toute cette mascarade, la compassion, l'indignation face à un système social qui permet l'existence de la pauvreté chez un si grand pourcentage de notre population? Cette réalité n'est pas l'apanage du temps des Fêtes, mais la réalité quotidienne de parents qui essaient de nourrir adéquatement leurs enfants, de personnes seules qui peinent à payer leur loyer souvent en très mauvaise condition.

La performance du Canada, y compris le Québec, face à la diminution de la pauvreté est honteuse. Rappelons que les banques alimentaires reçoivent de plus en plus de demandes et que, cette année, plus de 35 % de la nourriture distribuée a bénéficié à des enfants alors que le Canada s'était engagé à éradiquer la pauvreté des enfants pour l'an 2000. L'écart entre les riches et les pauvres augmente et, plutôt que de chercher à le réduire, nos gouvernements augmentent les contributions fiscales des individus, même les plus pauvres — qu'on pense seulement à la «taxe santé» au Québec —, pour être en mesure d'offrir de généreuses subventions aux grandes entreprises.

Mais sans doute croyez-vous que tels pro-

pos risqueraient de créer des malaises et de perturber les festivités de fin d'année et que faire appel à notre compassion et à notre indignation serait moins attrayant et moins «vendeur»? Il est vrai que le rôle de notre radio d'État suit le courant et que vous ne voulez surtout pas heurter votre «clientèle» en osant chercher à éveiller leur conscience citoyenne... Heureusement que des mouvements tels qu'Occupons Montréal témoignent de l'indignation de nombreuses personnes face à l'injustice sociale, aux écarts de richesse et à l'omniprésence du pouvoir de l'argent dans notre société.

Nous espérons, Monsieur Homier-Roy, que nous aurons contribué à vous éclairer et à vous aider à comprendre les critiques formulées par de plus en plus de personnes envers le développement d'une certaine marchandisation de la générosité à laquelle la Grande Guignolée de Radio-Canada semble de plus en plus vouloir s'identifier. Nous sommes trois indignés qui saluent la générosité des gens à cette période des Fêtes, comme d'ailleurs tout au long de l'année, mais nous croyons que cette générosité doit d'abord être porteuse d'humanité et de compassion.

Avec toute notre sincère indignation.

## IDÉES

L'éducation selon la CAQ

## L'école est en feu? On sort de l'école.

IAN MURCHISON

Enseignant, l'auteur étudie à l'École nationale d'administration publique

L'abandon de la profession chez les enseignants est un problème répandu et attesté. Le taux d'abandon varie d'un pays à un autre, mais il demeure très élevé. Aux États-Unis, des recherches situent à 40 % le taux d'abandon dans les cinq premières années d'activité professionnelle (Rinke, 2007). La National Education Association (2003) avance un pourcentage de départs se situant plutôt autour de 50 %.

Certains comparent le milieu de l'éducation à une porte battante ou à une piscine au fond percé qui ne cesse de laisser s'échapper l'eau. Au Texas, la facture associée au départ des enseignants s'élève à 329 millions de dollars par année. Ce phénomène peut avoir un impact sur les résultats scolaires des élèves en provoquant une discontinuité dans leur apprentissage. Le problème de la fuite des instructeurs entraîne donc des coûts importants à l'État et a des conséquences directes sur la productivité des systèmes éducatifs.

Plusieurs chercheurs se sont intéressés au problème de l'exode des enseignants. DeAngelis et Presley (2007) parlent des circonstances de vie et des choix personnels, et de l'environnement de travail. Ladebo (2005) évoque à son tour les facteurs liés à l'environnement de travail, la satisfaction que procure l'emploi et la motivation dont fait preuve l'instructeur. Schuck, Brady et Griffin (2005) cernent quatre aspects préoccupant les jeunes enseignants: le soutien, le leadership, la communication et les relations humaines.

Gonzalez, Brown et Slate (2008) parlent aussi de l'importance du soutien administratif, sans oublier de traiter des problèmes de discipline chez les élèves et de la question de la rémunération. McCarthy et coll. (2011) dépitent deux principaux facteurs, soit le peu de soutien de la part de la direction et le manque de ressources. D'autres enquêtes encore font ressortir l'importance de la tâche et les exigences croissantes de productivité (Connell, 2007), le manque de soutien pouvant mener au surmenage (Korthagen, 2004), l'éloignement géographique possible (Roberts, 2004) et l'importante question du salaire (Dolton et von der Klauuw, 1995, 1999; Hanushek, Kain et Rivkin, 1999; Figlio, 1997; Connell, 2007). Il appert donc que le monde de l'éducation et le métier d'enseignant font face à des défis importants, au-delà de la question de la réussite scolaire.

## Impact ou le grand nettoyage

C'est dans un pareil contexte que la Ville de Washington a décidé d'instaurer en 2009 son programme Impact, dont l'objectif était de faire un grand nettoyage dans ses écoles publiques, en les purifiant de ses enseignants incompetents et en offrant des primes aux plus méritants. Bien qu'il soit un peu tôt pour vérifier les effets de ce programme sur l'attrition des instructeurs, il est permis de croire que celui-ci n'a pas aidé à générer une meilleure rétention du personnel enseignant.

Ironiquement, le troisième objectif dudit programme était «*retain great people*», soit de retenir les personnes exceptionnelles (traduction libre). En fait, plutôt que de colmater la fuite, on semble avoir forcé et agrandi le trou, en y poussant des éléments (des centaines d'enseignants!) qu'on considérait non conformes aux normes et aux standards de cet idéal d'enseignement effectif où la réussite scolaire est monnayable.

Au Canada, bien que les chiffres d'abandon de la profession soient moins alarmants qu'aux États-Unis, la portion d'enseignants qui quittent leur emploi au cours des premières années de pratique est considérable. Elle varie, en fonction des provinces, entre 15 et 20 % (Fédération canadienne des enseignants, 2003).

C'est au creux de cette eau trouble que M. François Legault et sa CAQ veulent implanter



DAMIEN MEYER AGENCE FRANCE-PRESSE

Au Canada, la portion d'enseignants qui quittent leur emploi au cours des premières années de pratique varie, en fonction des provinces, entre 15 et 20 %.

des pratiques d'évaluation semblables. Depuis quelques mois, le porte-parole du changement chante sur tous les tons que le taux de décrochage est resté inchangé depuis vingt ans et qu'il faut agir, et vite. Pour aider la réussite scolaire, il faudra selon lui évaluer les professeurs et remercier les malheureux qui n'atteignent pas les critères de compétence.

Le hic — et je ne surprendrai personne ici —, c'est que l'école n'est pas une industrie dont l'objectif serait d'améliorer sa productivité ou la qualité de son produit. L'école existe pour former l'esprit critique des élèves, pour les sensibiliser aux enjeux de société et leur offrir des connaissances qui leur permettront d'évoluer. Une salle de classe est souvent chaotique, l'apprentissage est toujours complexe et il n'est pas dit que «l'incompétence» des enseignants mène à l'incompétence des élèves.

## En eaux troubles!

En fait, je serais plutôt porté à croire l'inverse. Après bientôt une vingtaine d'années de scolarité, lorsque je fais le bilan, j'en viens à croire que les

professeurs les moins qualifiés en pédagogie — tout en demeurant les experts de leur domaine — sont ceux qui m'ont le plus fait progresser. C'est ainsi parce que l'apprentissage est un processus qui nous force à nous débrouiller, à développer une plus grande autonomie, à chercher en soi et dans la recherche les réponses aux questions qui nous assaillent. L'école devrait être un lieu de chocs d'idées, de débats et de doute. Pas un beau lac tranquille, mais une eau parfaitement trouble!

Comme c'est le cas récemment en matière de justice, notre beau pays semble de plus en plus enclin à imiter nos merveilleux voisins du Sud. En ce sens, ce n'est rien de nouveau que semble proposer M. Legault, si ce n'est de reproduire un système d'évaluation qui risquerait d'entamer sérieusement la profession d'enseignant. On orchestrera ce grand nettoyage, on mettra le feu aux écoles. Dans ce contexte incendiaire, il ne faudra pas se surprendre de voir les changements apportés avoir les effets inverses des résultats escomptés: plutôt que d'attirer des enseignants compétents, on génèrera leur exode.

## Réponse à «L'éloge du gestionnaire»

## Dépolitiser la gestion de la cité

SIMON HOGUE

Doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa

Je souhaite répondre au texte paru la semaine dernière dans *Le Devoir*, écrit par François Bérubé. Croire qu'il est possible de diriger un pays avec un regard de gestionnaire est pernicieux. Cela équivaut à dépolitiser la gouverne de l'État, chose pourtant éminemment politique, comme nous le rappelle un retour sur l'étymologie du mot politique, dont les racines grecques *polis* (cité), *politeia* (gouvernement) et *politikos* (les affaires du gouvernement) lient sans ombre la politique à la gestion de la cité.

L'approche gestionnaire dépolitise la politique en prétendant qu'il est possible de gouverner dans l'intérêt général. Au-delà du charme incontestable du concept, sa définition s'avère un véritable casse-tête. Qu'est-ce que l'intérêt général? Une hausse agrégée du produit intérieur brut représente-t-elle toujours un gain pour tous, pour

chacun? Un dollar pour quelqu'un sous le seuil de la pauvreté a-t-il la même signification qu'un dollar pour le quintile supérieur?

L'intérêt général nie l'existence de la stratification sociale et postule que tous, sans égard à la diversité de la société, partagent les mêmes intérêts. En réalité, l'intérêt général sert de légitimation à l'imposition des intérêts de la classe dominante. Étonnamment, et malgré tous ses bienfaits, la construction de logements sociaux se retrouve rarement dans la définition de l'intérêt général des gestionnaires visionnaires contrairement aux baisses d'impôt pour les entreprises.

## Rester au centre

Gouverner ni à gauche ni à droite, c'est gouverner au centre (ou aux extrêmes). Surtout, ce n'est pas s'élever au-dessus de la mêlée politique. Le discours gestionnaire sacralise, parfois inconsciemment, les intérêts politiques et économiques de ceux qui le défendent et assure que ces intérêts ne seront pas remis en cause. Ce dis-

cours évite ainsi à ceux qui en bénéficient de devoir se justifier dans la joute politique, pourtant inévitable lieu de débat et compromis entre les multiples intérêts présents dans la société.

Remettre les rênes de l'État entre les mains de gestionnaires qui appliqueront les dogmes économiques sans les justifier au même titre que les curés répandaient la bonne nouvelle m'inquiète sérieusement. À regarder les pays européens «s'auto-pelure-de-bananiser» en confiant les pouvoirs à des banquiers (ces docteurs Folamour de l'économie honnis il y a deux ans pour avoir entraîné les pays occidentaux dans la plus grande dépression depuis le krach de 1929), je crains pour l'avenir du Québec si nous décidons d'emboîter le pas de l'administration «objective».

La gestion de la cité est on ne peut plus politique. Le nier est en soi une action politique contre laquelle tous ceux, de droite ou de gauche, qui croient au débat démocratique plutôt qu'au diktat technocratique doivent s'opposer.

Hubert Nyssen 1925-2011

## Pour Hubert Nyssen

ALBERTO MANGUEL

Écrivain

Il y a des hommes (j'imagine Montaigne comme étant de ceux-là, s'il avait eu davantage la passion des femmes, ou Rousseau, s'il avait été plus ferme dans ses convictions éthiques, ou peut-être Voltaire, s'il ne s'était pas pris pour le centre du monde) qui s'intéressent à toutes choses, qui peuvent soutenir une conversation avec tout un chacun, et qui sont assez généreux pour vouloir faire partager leurs découvertes et assez modestes pour permettre aux autres d'en bénéficier. Hubert Nyssen faisait partie de cette tribu.

Celui que j'ai rencontré voici presque vingt ans dans son jardin près d'Arles ressemblait à un croisement entre l'acteur Jean Rochefort et le Cavalier Blanc dans *De l'autre côté du miroir*. Svelte, courtois, s'exprimant avec précision, avec des yeux d'une intelligence féroce et un sens de l'humour que trahissait un sourire à demi caché, il était le plus affable et le plus intéressant des hôtes. Nos premières conversations eurent lieu sous le grand platane dans son jardin, où j'étais censé travailler avec ma traductrice, son épouse, Christine Le Bœuf, à mon *Histoire de la lecture*. Nous avons travaillé, mais, apparemment, sous l'œil attentif d'un maître bienveillant.

Nous étions deux, Christine et moi: nous aurions pu être plusieurs, ce n'eût guère été différent. Ce qui était toujours déconcertant chez Nyssen, c'était sa capacité de rassembler un groupe de gens divers sans jamais se placer au centre, telle une force gravitationnelle invisible qui prête mouvement et grâce aux autres corps. Toutes ses conversations avaient en commun ce même caractère: il n'y était que simple témoin et le monde — passé, présent et à venir — en était le sujet. Écrivain, il s'inclinait

devant le lecteur; éditeur, devant l'écrivain; amateur de musique, devant l'interprète; ami, devant ses amis.

La générosité était chez lui si naturelle que, quand la possibilité est apparue de donner un nom à la petite place où se trouve sa maison d'édition en Arles, il n'a pas songé un instant à suggérer «place Actes Sud» ou (comme auraient pu le faire tant d'éditeurs égocentriques) «place Hubert Nyssen», mais s'est dépensé en démarches pour obtenir que la place soit baptisée «place Nina Berberova», cet auteur dont il avait accueilli et fait connaître l'œuvre et qui, en reconnaissance de ce qu'elle lui devait, l'avait nommé comme exécuteur littéraire.

Être à la fois éditeur et écrivain, c'est être conscient de son Doppelgänger. *L'Éditeur et son double*, ce beau titre qu'il avait donné à ses carnets, rend cette dualité explicite. L'éditeur Nyssen était le lecteur, le «dénicheur de textes», le «passeur», celui qui encourageait les traductions et semait chez les autres la graine de nouveaux livres, le nourricier, le compagnon et le conseiller des auteurs; l'écrivain Nyssen était le conteur, le chercheur introverti, l'artisan des mots à l'aide desquels il était possible de piéger un souvenir, de débrouiller une réflexion, d'éclairer une idée, d'offrir un point de départ à la parole, de faire naître le désir (qu'il définissait comme «la manifestation d'un regret, le regret d'une absence, l'expression exaspérée d'un manque»). Nyssen écrivain donna une présence à ces absences; Nyssen éditeur leur donna une maison.

Et puis il y avait l'homme que j'ai découvert sous le platane: l'homme qui échangeait avec moi des citations, l'homme qui se souvenait des histoires avec tant de générosité, l'homme qui m'a fait cadeau des découvertes de Marcel Thiry, de Paul Gadenne, de Göran Tunström... Un jour où nous évoquons une liste de choses qui composaient «une certaine idée de la France», il avait observé que, nous qui venions du dehors, lui et moi, nous avions en commun la possibilité de voir une nation que les Français de souche ne pouvaient pas (ou ne voulaient pas) voir. On oublie facilement que Nyssen était né en Belgique, car ses intérêts et ses goûts étaient universels; si quelque chose le rendait «français», c'était bien son profond attachement à la langue française. Parce que Nyssen n'était pas un homme de lettres, c'était un homme de mots: les mots paraissaient faire partie de son être, et ses passions (pour la littérature, l'amour, la politique et l'amitié) semblaient toujours être traduites (ce verbe lui allait si bien) en mots, en mots châtés, avec une justesse sans faille et un grand bonheur poétique.

J'écris sur quelqu'un que j'aime et que j'admire, mais que j'ai connu tard dans sa carrière: les nuances et les changements m'échappent. Je me demande quel était l'enfant, l'adolescent qui devint résistant et qui lut toute la littérature française alors qu'il s'était caché pour échapper aux nazis, l'homme en pleine maturité dont la main servit de matrice aux premiers livres d'Actes Sud. Je sais aussi ce que Nyssen aurait dit: que toutes ces incarnations étaient encore là, bien vivantes dans l'homme qu'il fut et que (ainsi qu'il nous l'a répété à tant de reprises dans *La femme du botaniste*, *Le bonheur de l'imposture* et *Quand tu seras à Proust, la guerre sera finie*), si nous sommes des lecteurs suffisamment attentifs, nous entendons leur voix dans l'écho de nos souvenirs des conversations d'aujourd'hui.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Daoust-Boisvert (santé), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Retino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer (reporters) ; Jean de Billy, Jennifer (reporters) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxime-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

## ACTUALITÉS

## KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

«Je ne le confirme pas, ni le nie», a fini par répondre le ministre Kent, bombardé de questions lors d'une conférence de presse sur un autre sujet en matinée. Pourquoi ne pas simplement réfuter la rumeur? «Ce n'est pas le moment de faire une annonce», a-t-il répliqué, loin de dissiper les doutes de ses opposants politiques et environnementaux.

Réitérant que le Canada ne prendrait pas de second engagement envers Kyoto, Peter Kent a argué qu'il fallait plutôt se tourner vers l'avenir en visant tous les émetteurs de la planète, et qu'il s'attendait, lui, à respecter les accords de Copenhague et Cancún — des ententes qui, contrairement au protocole de Kyoto, ne sont pas contraignantes.

«Nous allons à Durban [en Afrique du Sud] pour travailler à une cause commune avec les autres participants de la conférence, pour plancher sur un nouvel accord sur les changements climatiques, éventuellement contraignant, qui inclura tous les émetteurs, tant les pays développés que ceux en voie de développement, a-t-il martelé. S'il y a urgence d'agir pour s'attaquer aux changements climatiques, ce n'est pas le moment pour que les plus importants émetteurs de la planète restent à l'écart les bras croisés.»

## Saboter les négociations

Mais de l'avis des groupes écologistes, c'est justement se mettre à l'écart que devrait faire le Canada, et rapidement. Car en refusant de nier la nouvelle, les conservateurs l'ont dans les faits confirmée, estiment-ils.

«Il semble maintenant évident que le Canada a l'intention de séier aux négociations sur le climat de Durban pendant les deux prochaines semaines en les sabotant délibérément, pour ensuite se retirer lâchement du protocole de Kyoto», a accusé Graham Saul, du Réseau Action Climat. Une opinion partagée par la porte-parole néodémocrate en environnement, Megan Leslie, qui pense qu'en allant à Durban tout en se préparant à renier Kyoto le ministre Kent ferait aussi bien de rester au pays, plutôt que d'aller «essayer de miner les négociations qui se déroulent de bonne foi».

D'autant plus qu'en allant en Afrique du Sud à la fin de la semaine, muni de «pleins de demandes à tout le monde et sa mère», le gouvernement canadien fera preuve de toute une «hypocrisie», a renchéri Steven Guilbeault, d'Équiterre, en rappelant que le Canada serait le premier et unique pays à rejeter l'accord de Kyoto après l'avoir ratifié.

Questionné sur l'enjeu des changements climatiques, le premier ministre québécois Jean Charest a rappelé que le Québec, lui, atteindrait les objectifs de Kyoto. Le Québec et le Canada seront très affectés par les bouleversements du climat; raison de plus pour se doter d'une «vision» pour lutter contre le réchauffement de la planète, vision que les conservateurs n'ont pas, a-t-il accusé. «A mes yeux, suivre ce que les Américains font sur les questions d'environnement n'est pas la marche à suivre. Ce n'est pas ce que j'attends du gouvernement fédéral. Je veux une vision. Et j'aurais aimé une vision canadienne sur cet enjeu», a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Montréal.

Le protocole de Kyoto vient à échéance en 2012 et, en vertu de celui-ci, le Canada prévoyait, à l'époque de sa signature, réduire ses GES de 6 % par rapport aux niveaux de 1990. Ottawa privilégie maintenant une cible de réduction de 17 % des GES d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 2005.

Le ministre Kent a d'ailleurs de nouveau reconnu que le Canada, lui, n'y arriverait pas. Et malgré les critiques qu'il prévoit, Peter Kent défend la position du Canada quant à la mort du protocole de Kyoto, plaçant le fait que d'autres pays en sont venus à la même conclusion, comme les États-Unis, la Russie et le Japon. D'où la nécessité d'un nouvel accord, «post-Kyoto», soutient-il.

## Une stratégie

Des prétextes, a rétorqué l'opposition, qui estime que la stratégie d'Ottawa ne fait aucun doute: le gouvernement prépare le terrain pour renier Kyoto simplement pour éviter d'éventuelles sanctions qui pourraient lui incomber faute d'avoir respecté ses engagements internationaux en matière de réduction de GES, d'en être blâmé publiquement sur la scène internationale.

«Il y a une malhonnêteté de la part du gouvernement du Canada de dire "on a une stratégie, mais on va l'annoncer juste avant Noël"», a déploré le chef libéral intérimaire Bob Rae.

«Le Canada s'isole du reste du monde. Il s'assure de ne pas être à la table où les décisions importantes concernant l'avenir de la planète seront prises. Les conservateurs préfèrent jouer tout seuls dans leur carré de sable bitumineux», a pour sa part lancé Megan Leslie aux Communautés.

«Si Kyoto s'écroule dans les deux prochaines semaines, à Durban, le Canada aura joué un rôle de premier plan quant à notre honte collective [...] Mais ce n'est pas surprenant de la part d'un homme qui a mené la charge de ceux qui n'ont pas l'existence des changements climatiques et qui a déjà qualifié Kyoto de stratagème socialiste», a chargé Gary Neil, du Conseil des Canadiens, qui accompagnait les groupes écologistes en point de presse au Parlement au moment même où le ministre Kent semblait confirmer que, d'ici quelques semaines, le Canada aura définitivement relégué aux tablettes le protocole de Kyoto.

Avec la collaboration de Louis-Gilles Francœur et d'Alexandre Shields  
Le Devoir  
Avec La Presse canadienne



La demande en électricité va doubler d'ici 2050 en Grande-Bretagne.

NICOLAS ASFOURI AGENCE FRANCE-PRESSE

## GRANDE-BRETAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

Puis, poursuit Jim Footner, «les conservateurs, après avoir été anti-tout sous le règne du Labour Party, ont décidé avec Cameron de décontaminer leur image. Ils se veulent plus verts que tous les partis jusqu'ici. Ils ont bloqué l'agrandissement de l'aéroport Heathrow. Mais en dehors du dossier climat, ils s'en prennent certes à de nombreux acquis environnementaux, comme la biodiversité, au nom des emplois. Ils encouragent l'étalement urbain aux dépens de l'agriculture et des milieux naturels. Par contre, ils voient dans le dossier climatique un moyen de stimuler l'économie, d'éviter le pic pétrolier en mer du Nord et de réduire à plus long terme les coûts beaucoup plus élevés d'une politique de laisser-faire».

## Virage énergétique musclé

La Grande-Bretagne devra fermer d'ici 2020 pas moins de 25 % de son parc de production d'électricité. Toutes les centrales nucléaires sauf une atteignent la fin de leur vie utile. De leur côté, presque toutes les centrales thermiques au charbon ou au gaz devront être fermées en raison des normes européennes sur les émissions acides.

Selon un rapport de la mairie de Londres intitulé *Delivering London's Energy Future*, «sans des investissements significatifs dans son infrastructure énergétique — soit environ 200 millions de livres [320 millions de dollars] d'ici 10 ans —, la Grande-Bretagne fera face à un déficit énergétique à très court terme, soit dès 2016».

Il y a donc urgence de transformer rapidement à la fois la demande et l'offre en matière d'énergie. Tout ceci en tenant compte, indique le Carbon Plan du ministre de l'Énergie et des Changements climatiques, Chris Huhne, du fait que la demande en électricité du pays va doubler d'ici 2050.

C'est donc par un cocktail d'énergies renouvelables, de nucléaire et de production thermique assortie de stockage de carbone dans le sous-sol que la Grande-Bretagne compte s'attaquer à cette inéluctable transition.

D'abord en faisant passer la part des renouvelables de 4 % présentement à 30 % d'ici 2020, et cela, même si l'objectif assigné à la Grande-Bretagne par l'Union européenne se limite à 15 %. Le plan prévoit aussi que l'industrie nucléaire investira — mais sans subvention — les milliards nécessaires pour consolider sa part de marché et concurrencer un jour les énergies renouvelables si le futur prix du pétrole lui permet de couvrir ses coûts.

L'essentiel des réductions de GES, explique le Dr David McKay, principal conseiller scientifique du ministère de l'Énergie, proviendra cependant du système européen de plafond et d'échanges de crédits d'émission.

Le système de crédits d'émission, dit-il, confèrera une valeur économique ajoutée au nucléaire et aux énergies renouvelables, ce qui consolidera leur position sur le marché.

Le gouvernement entend aussi maintenir la Renewables Obligation, soit un minimum légal d'énergies renouvelables dans le portefeuille des distributeurs d'énergie. Londres a aussi institué un Feed-in tariff, qui ajoute, un montant garanti — mais variable selon les filières — aux prix du marché pour garantir un rendement à long terme aux investisseurs. De plus, avec les nouveaux «Contracts for Difference», le gouvernement garantira un retour minimal aux investisseurs si les prix viennent à flancher.

## De l'argent vert

Londres se devait d'ajouter aussi à son palmarès bancaire international la «Green Investment Bank» (GIB), un autre projet récent du gouver-

nement Cameron. Certains disent «trop peu et trop tard», mais tous conviennent de son utilité.

Elle sera dotée l'an prochain d'un capital de départ de 2 milliards de livres (3,2 milliards de dollars) qui serviront à financer les projets d'énergie renouvelable, parfois en complément de financements privés. Cela enverra le «message rassurant que le gouvernement est derrière» ces projets, insiste Nick Medic, directeur de l'association industrielle Off Shore Renewables.

Tout aussi important, ajoute ce dernier, sera la modernisation du réseau d'électricité et la création d'un marché «spot», qui permettront l'intégration de quantités très importantes d'énergies variables provenant des marées, des vagues ou du vent sur un marché où les ventes se conclurent maintenant toutes les demi-heures.

Quant à la «banque verte», elle pourra aussi contribuer au financement des chauffages communautaires ou en cogénération, que les municipalités voudraient instituer dans le cadre de la politique nationale «zéro déchet», qui vise à les transformer en ressources et en énergie.

Déjà, le Carbon Trust, créé aussi par loi, mais géré par une direction indépendante, remplissait en partie cette fonction d'appui aux énergies vertes. Alimenté par une taxe sur les énergies de 5 à 10 %, ce fonds investissait déjà 100 millions de livres par an dans des projets de réduction de la demande en énergie ou dans la production d'énergies vertes. L'arrivée dans le décor de la GIB a réduit ses fonds et l'obligera à travailler en complémentarité, en donnant priorité principalement à l'expertise publique et privée en matière de certification énergétique, explique son directeur, James Wilde.

## Verdir la demande

Le Green Deal, l'autre programme gouvernemental majeur lancé cette année par les conservateurs, va précisément exiger une expertise sans précédent pour rénover le parc immobilier résidentiel de la Grande-Bretagne, sans qu'il en coûte un sou à l'État et aux propriétaires tout en étant financé par les banques.

Ce programme va financer la rénovation énergétique des résidences avec les économies d'énergie réalisées. Le propriétaire continuera de payer la facture qu'il devrait assumer tant que le prêt ne sera pas totalement remboursé. Il se retrouvera alors avec une maison plus confortable dont la facture d'énergie sera radicalement moindre.

Le Carbon Plan prévoit aussi l'installation de 50 millions de compteurs intelligents sur les entrées de gaz et d'électricité afin de mettre en place une tarification différenciée selon les heures, afin de modifier les habitudes de consommation et encourager l'autoproduction.

Ce programme prévoit aussi une aide financière pour le remplacement des chaudières à vapeur, au gaz ou au pétrole, qui équipent présentement la plupart des maisons et des édifices, au moyen de pompes à chaleur, moins énergivores.

Comme le tiers des maisons qu'il faudra alimenter en énergie en 2050 n'ont pas encore été construites, le gouvernement Cameron va édicter en 2013 des normes pour que dès 2016, les nouvelles constructions en Grande-Bretagne affichent un bilan «zéro carbone».

Comment autant d'avancées peuvent-elles être le fait de «conservateurs»? «Peut-être devriez-vous vous demander au Canada si vous êtes dirigés par de vrais conservateurs ou par des républicains américains qui s'ignorent?», lance avec un flegme tout britannique un acteur de premier plan du dossier climat.

Le Devoir

## CRIS

SUITE DE LA PAGE 1

conseiller du Grand Conseil des Cris sans toutefois obtenir autre chose qu'une oreille attentive.

Avant de faire appel aux tribunaux, UUCHII a tenté de toucher le gouvernement du Québec en s'adressant par lettre aux ministres MacMillan, Clément Gignac (Développement économique et responsable du Plan Nord) ainsi que Geoffrey Kelley (Affaires autochtones). UUCHII rappelait dans sa missive que l'époque de «la colonisation» était révolue depuis longtemps.

## Requête en jugement déclaratoire

C'est le 3 octobre dernier que le ministère des Transports a lancé un appel d'offres public pour la construction du premier tronçon du prolongement de la route 167. Cette route est aussi appelée route des monts Otish, du nom de la destination finale de ce chemin forestier de 243 kilomètres.

La route desservira deux sociétés minières, soit Stornoway Diamond (mine de diamants connue sous le nom de projet Renard) et Strateco avec son projet Matoush (mine d'uranium) situé à mi-chemin. Il s'agit d'un projet de 332,6 millions auquel participe financièrement Stornoway à hauteur de 44 millions en plus de payer 1,2 million par année pour l'entretien à compter de 2015.

La route 167 traversera 7 des 81 territoires de trappe qui constituent le territoire cri du Nord-du-Québec. Si le sous-sol appartient au gouvernement du Québec, chaque territoire est occupé par un maître de trappe et sa famille. Sauf un, les maîtres de trappe concernés ont formé l'entreprise UUCHII qui a créé un consortium avec deux entrepreneurs afin d'obtenir le contrat.

L'ouverture des soumissions était prévue initialement le 9 novembre. Depuis, elle a été reportée à deux reprises. Elle doit se concrétiser demain à moins que le tribunal n'accorde l'injonction demandée par UUCHII qui sera plaidée aujourd'hui, à Montréal.

L'entreprise cri souhaite ainsi obtenir le temps nécessaire pour déposer une requête en jugement déclaratoire afin qu'un tribunal tranche la question. A cet égard, UUCHII fait valoir que des Cris peuvent brasser des affaires avec le gouvernement sans être soumis au contrôle du conseil de bande.

UUCHII prétend que son objectif «outrepasse les enjeux pérennités de la perte d'un contrat». «C'est tout le sens qui doit être donné à la "paix des braves" qui est en question, et cela relève des tribunaux de droit commun et non des élus, tant au niveau du gouvernement que de la nation [crie], arguet-on. Il ne peut y avoir de raison politique, si discutable soit-elle par l'opinion publique, qui ait préséance sur une interprétation biaisée de la "paix des braves"».

Le Devoir

## ÉGYPTE

SUITE DE LA PAGE 1

parti, Liberté et Justice, s'estiment en position de force face à des dizaines de partis salafistes (fondamentalistes musulmans), libéraux ou de gauche, le plus souvent récents et encore mal implantés.

De nombreux élus du PND, aujourd'hui interdit, tentent également leur chance comme indépendants ou sous des bannières politiques nouvelles.

À l'attention des illettrés (40 % de la population), chaque parti ou candidat indépendant est associé à un emblème — la balance de la justice pour le parti des Frères musulmans, un ballon de football, une pyramide... ou à des symboles plus surprenants comme une brosse à dents ou un mixeur.

## Craintes

En dépit de l'enthousiasme ambiant, certains continuent de craindre que l'armée ne cherche avant tout à préserver ses privilèges et à s'accrocher au pouvoir, plutôt que de favoriser la transition vers la démocratie.

Près de dix mois après la révolution du Nil qui a mis fin à un règne sans partage long de 30 ans, le changement politique tarde à se concrétiser, malgré la promesse du CSFA d'assurer la transition vers un régime civil.

D'ailleurs, la campagne électorale a été éclipsée par une poussée de contestation du pouvoir militaire qui gouverne le pays depuis la chute du rais, le 11 février dernier, émaillée ces derniers jours de violences qui ont fait 42 morts et plus de 3000 blessés pour la plupart à proximité de la place Tahrir, au Caire. Une partie des manifestants toujours massés sur la place Tahrir répétaient hier ne pas croire au pouvoir des urnes pour obtenir le départ des militaires au pouvoir. «Ce qu'on demande ici à Tahrir, c'est la chute du maréchal Tantawi [le chef du CSFA], donc évidemment je ne participerai pas aux élections qu'il organise», a affirmé Omar Hatem, un étudiant âgé de 22 ans.

Sept ONG étrangères, dont le Centre Carter qui est chapeauté par l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter, surveillent les élections législatives.

Selon l'agence officielle Mena, 161 plaintes ont été déposées hier en raison du retard dans l'ouverture des bureaux ou l'arrivée des bulletins de vote. Des électeurs se sont plaints de bulletins ne portant pas de tampon valable, et des observateurs n'ont pas été autorisés dans certains bureaux.

Le Devoir

D'après Reuters, l'Agence France-Presse et Le Monde

## Les Fossiles du jour

Le Réseau Action Climat (RAC) regroupe 450 organismes environnementaux, dont plusieurs actuellement représentés à Durban. Le RAC octroie chaque jour trois prix Fossiles aux pays dont l'attitude ou les décisions sont jugées les plus

nuisibles à l'évolution des négociations sur les changements climatiques. Le Canada a reçu hier à Durban les Fossiles 1 et 2 pour son intention de se retirer formellement du protocole de Kyoto. La Grande-Bretagne a récolté

le Fossile 3 pour ses négociations en vue d'importer du pétrole des sables bitumineux albertains, que le reste de l'Europe veut classer comme solution de dernier recours.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques-de-Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Bureau de Québec 418-643-1541

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390